



FISAC
Rapport d'activité
1992-2006

SOMMAIRE

	Pages
Eléments de synthèse.....	3
Les opérations nationales	12
Les différentes aides du Fisac	20
- Opérations urbaines et opérations collectives de modernisation en milieu rural	21
- Opérations rurales	22
Méthodologie.....	23

Pour l'année 2006

➤ <u>National</u>	
Répartition des subventions par type d'opération.....	25
➤ <u>Région</u>	
Répartition des subventions par région, tous types d'opération.....	29
- classement alphabétique.....	30
- classement par montant de subvention.....	31
- classement en fonction du montant de subvention par habitant.....	33
➤ <u>Département</u>	
Répartition des subventions par département, tous types d'opération.....	35
- classement alphabétique.....	36
- classement par montant de subvention.....	40
- classement en fonction du montant de subvention par habitant.....	46

Pour la période 1992-2006

➤ <u>National</u>	
Répartition des subventions par type d'opération.....	53
➤ <u>Région</u>	
Répartition des subventions par région, tous types d'opération.....	57
- classement alphabétique.....	58
- classement par montant de subvention.....	59
- classement en fonction du montant de subvention par habitant.....	61
➤ <u>Département</u>	
Répartition des subventions par département, tous types d'opération.....	63
- classement alphabétique.....	64
- classement par montant de subvention.....	68
- classement en fonction du montant de subvention par habitant.....	74

RAPPORT D'ACTIVITE DU FISAC

Période 1992 - 2006

1. ELEMENTS DE SYNTHESE

➤ Créé par la loi n° 89-1008 du 31 décembre 1989 relative au développement des entreprises commerciales et artisanales et à l'amélioration de leur environnement économique, juridique et social, le Fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) avait pour vocation de répondre aux menaces pesant sur l'existence des services artisanaux et commerciaux de proximité dans des zones rurales ou urbaines fragilisées par les évolutions économiques et sociales.

La fragilité de l'existence des services commerciaux et artisanaux de proximité est liée notamment, selon les zones concernées, à la désertification de certains espaces ruraux, au développement de la grande distribution, en particulier à la périphérie des villes, à l'insécurité qui peut prévaloir dans les zones urbaines sensibles.

L'action du FISAC s'est traduite par le versement de subventions aux collectivités locales et aux entreprises (le plus souvent en milieu rural, seulement en faveur d'entreprises économiquement viables et à condition de ne pas induire de distorsion de concurrence). Le FISAC a en outre financé des actions de fonctionnement (animation commerciale, communication, recrutement d'animateurs de centre-ville) ou d'investissement (halles et marchés, équipements professionnels, stationnement...).

Jusqu'en 2002, ce dispositif était fondé sur la solidarité financière entre les petites entreprises commerciales et artisanales et la grande distribution (surfaces de vente supérieures à 400 m²), au moyen d'un prélèvement sur cette dernière, la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA), qui contribuait au maintien de l'existence des premières, grâce à un transfert des ressources dégagées au bénéfice de projets portés, généralement, par les collectivités locales.

➤ **Depuis la loi de finances pour 2003**, le produit de cette taxe est affecté au budget général de l'Etat et **les dotations relatives au FISAC sont désormais déléguées à l'ORGANIC** (devenu RSI depuis le 1^{er} juillet 2006) **à partir du budget de l'Etat.**

Le décret du 5 février 2003 et la circulaire du 17 février 2003¹, ont précisé les nouvelles modalités de mise en œuvre du FISAC, **désormais dénommé Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce**. Les opérations sont regroupées au sein de quatre grandes catégories :

- *les opérations collectives, rurales ou urbaines ;*
- *les opérations individuelles à destination des entreprises en milieu rural ;*
- *les études ;*
- *les actions collectives spécifiques décidées par le ministre chargé du commerce et de l'artisanat (exemples : indemnisation des commerçants et artisans sinistrés à la suite de catastrophes naturelles, technologiques ou sanitaires, contribution au financement des actions de développement économique des chambres de métiers et des organisations professionnelles nationales de l'artisanat, soutien aux commerces de biens culturels...).*

Les décisions d'attribution des aides sont prises par le Ministre chargé du commerce et de l'artisanat sur la base des projets instruits au plan local par les préfetures de département et après avis des délégués régionaux au commerce et à l'artisanat.

Par souci de simplification et de réduction des délais d'attribution des aides, le passage obligatoire des dossiers devant une commission nationale a été supprimé en 2003.

Les principales mesures intervenues lors de la réforme de 2003 sont les suivantes :

- en zone rurale (communes de moins de 2000 habitants), le taux d'intervention est porté à 30 % au lieu de 20 % pour les opérations individuelles conduites par des collectivités territoriales ;
- les taux d'intervention pour les opérations réalisées dans les zones urbaines sensibles, comprises dans les territoires prioritaires d'un contrat de ville, sont très fortement majorés : 80 % au lieu de 50 % en fonctionnement et 40 % au lieu de 20 % en investissement ;

les dépenses d'investissement portant sur les équipements de sécurité des locaux d'activité sont désormais éligibles, quel que soit le maître d'ouvrage, à hauteur de 40 % en zone rurale et de 20 % en zone urbaine lorsque la collectivité réalise le même effort financier.

¹ Le dispositif réglementaire relatif au FISAC repose sur les textes de référence suivants :

- Article 4 de la loi n° 89-1008 du 31 décembre 1989 relative au développement des entreprises commerciales et artisanales et à l'amélioration de leur environnement économique, juridique et social, modifié par l'article 35 – III de la loi de finances pour 2003.
- Décret n° 2003-107 du 5 février 2003 relatif au fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce.
- Arrêté du 13 février 2003 pris pour l'application du décret n° 2003-107 du 5 février 2003 relatif au fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce.
- Circulaire du 17 février 2003 relative au fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce.

I – COMPARAISONS 2006 – 2005.

Fixée initialement (avant régulation budgétaire) à 81,5, la dotation FISAC pour 2006 a été complétée par une dotation complémentaire de 9,55 M€ destinée à la mise en place d'un dispositif exceptionnel d'aides aux entreprises de La Réunion à la suite de l'épidémie provoquée par le Chikungunya. Après une régulation budgétaire de 2,55 M€ et des redéploiements internes, la dotation FISAC disponible pour 2006 a représenté une somme de 85,3 M€. Cette dotation est complétée par le reliquat de crédits disponibles d'une année sur l'autre, qui inclut les réimputations sur le compte FISAC des crédits non utilisés par les bénéficiaires des subventions de ce fonds.

Alors que l'année 2005 avait été marquée par l'apurement du stock considérable enregistré au cours de l'année 2004, l'année 2006 peut être regardée comme l'année où les délais d'instruction des dossiers ont retrouvé un rythme normal. Au 31 décembre 2006, le nombre des dossiers en cours d'instruction était inférieur à 200 (255 en 2005).

L'année 2006 a également vu l'organisation de la seconde session du plan de dynamisation du commerce de proximité. Cet appel à projets a permis de sélectionner des actions innovantes qui seront mises en œuvre par des associations de commerçants avec l'appui des chambres de commerce et d'industrie concernées. 10 dossiers ont été retenus pour un montant global de 2,42 M€

I-1 – Par catégorie d'opération.

L'évolution des différentes catégories d'opérations territoriales en 2006 par rapport à 2005 doit être replacée dans le contexte d'ensemble du FISAC : évolution du nombre global d'opérations (- 7,6 %) et du montant total des subventions engagées (- 15 %). La plupart des évolutions ci-dessous s'explique en outre par la conjugaison de la diminution de la part relative des opérations urbaines et par la vigilance apportée à la définition des assiettes subventionnables et au choix des taux de subvention en fonction des effets prévisibles des opérations pour le commerce et du caractère éventuellement répétitif des opérations aidées.

Les crédits consacrés aux opérations urbaines enregistrent une baisse. Ils s'élèvent à 33,01 M€ (dont 1,54 M€ pour l'aide aux quartiers en difficulté) pour 231 décisions contre 38,56 M€ et 294 décisions en 2005, soit une baisse de 14,4 % en montant et de 21,4 % en unités.

Les montants dévolus aux opérations rurales enregistrent également une baisse puisqu'ils atteignent 23,7 M€ contre 28 M€ en 2005. Le nombre des décisions, en revanche, est stable : il s'élève à 531 contre 538 en 2005.

Pour ce qui concerne les opérations rurales individuelles, le montant moyen des aides directes aux entreprises s'établit à 7 194 € en 2006 (contre 6 900 en 2005).

On observe une augmentation du nombre d'études réalisées en 2006. 57 études ont été financées pour un coût total de 825 262 € contre 44 en 2005, leur coût s'élevant à 542 498 €

Au titre des actions collectives spécifiques, le FISAC a assuré le financement des conventions de développement économique passées, d'une part, avec les chambres de métiers et de l'artisanat et, d'autre part, avec les organisations professionnelles nationales de l'artisanat. Une enveloppe de crédits de 14,2 M€ a été réservée à cet effet.

Le dispositif de soutien aux commerces de biens culturels résultant de la convention triennale passée avec le ministre de la culture et de la communication en 2003 a permis, en 2006, de financer 32 opérations pour un coût de 0,64 M€ dans le cadre de l'enveloppe annuelle de 1 M€ prévue pour ces opérations

Enfin, au titre des dispositifs spécifiques, les crédits du FISAC ont permis également de financer :

- la mise en place d'un dispositif d'aides aux entreprises commerciales, artisanales, libérales et de services ayant dû diminuer ou interrompre leur activité à la suite de l'épidémie provoquée par le Chikungunya à La Réunion. Une provision de 9,55 M€a été constituée à cet effet ;
- un abondement, à hauteur de 3,8 M€ des fonds propres de l'Etablissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux (EPARECA) ;
- les pôles d'innovation de l'artisanat (5,2 M€) ;
- la mise en place de la seconde session du plan de dynamisation du commerce de proximité : 10 dossiers ont été retenus pour un montant global de 2,42 M€;

2 – Par collectivité territoriale.

❖ Les régions :

↗ les plus fortes consommatrices :

C'est la région Rhône-Alpes qui arrive une nouvelle fois largement en tête au titre des bénéficiaires (8,34 M€) suivie par les régions Ile de France (6,57 M€) et Aquitaine (4,48 M€).

Si l'on prend en compte le montant par habitant, les trois régions en tête sont en 2006 : le Limousin, suivi par Poitou-Charentes et par l'Auvergne. En 2005, le classement était le suivant : Champagne-Ardenne, Bretagne et Limousin.

↖ les plus faibles consommatrices :

Ce sont les régions (hors DOM-TOM et Corse) Champagne-Ardenne, Alsace et Picardie qui font le moins appel au FISAC. Les régions Alsace, Picardie et Basse-Normandie figuraient à ce classement en 2005.

En montant par habitant, le classement fait apparaître les régions Champagne-Ardenne, Alsace et Picardie.

❖ Les départements :

↗ Les plus forts consommateurs :

Les cinq départements en tête sont : la Seine-Maritime, les Bouches-du-Rhône, la Loire, l'Ardèche et la Seine et Marne. Aucun de ces départements ne figurait dans le classement 2005. En montant par habitant, ce sont les départements de la Creuse, de l'Ardèche, du Cantal, de la Haute-Loire et de la Meuse qui arrivent en tête.

↖ les plus faibles consommateurs :

Les départements les moins aidés (hors DOM-TOM et Corse) sont les Alpes de Haute-Provence, la Marne, l'Ariège, la Haute-Marne et la Lozère.

* *
 *

Ces observations ne doivent pas être considérées comme un palmarès, car des facteurs multiples peuvent se combiner pour expliquer ces situations (délai de mise au point de projets, concentration sur certains types d'opération, dispersion géographique, situation économique locale). On peut d'ailleurs noter, d'une part, que ces constats ne se retrouvent pas d'une année sur l'autre et, d'autre part, que la taille des départements ou des régions ne constitue pas un élément toujours décisif dans l'explication du niveau d'appel aux crédits du FISAC.

Toutefois, le caractère rural des collectivités semble influencer sur les classements en montant par habitant, rejoignant ainsi les observations faites au II-2 ci-dessous

II – BILAN GLOBAL SUR LA PERIODE 1992-2006.

Sur la période 1992-2006, le montant des aides allouées s'élève à 844,7 M€ pour 10 821 décisions attributives de subventions. La part relative aux dépenses d'investissement (444,2 M€) dépasse légèrement celle afférente aux dépenses de fonctionnement (400,5 M€).

II-1 – Opérations conduites en milieu rural (communes de moins de 2 000 habitants).

En milieu rural, le FISAC peut intervenir, soit dans le cadre d'opérations individuelles (avec une commune ou un particulier), soit dans le cadre d'opérations collectives de modernisation (avec une communauté de communes, par exemple).

De façon générale, l'impact du FISAC en milieu rural paraît très positif dès lors qu'il contribue au maintien d'activités de première nécessité au bénéfice des habitants des zones de revitalisation.

Des aides directes, dont le montant est plafonné à 20 000 € peuvent être attribuées à des entrepreneurs individuels pour la modernisation de leur outil de travail, sous réserve que l'opération ne crée ni de distorsion de concurrence ni un enrichissement sans cause.

Globalement, 60 % des décisions prises durant cette période concernent le monde rural (soit 6 462 opérations). Par ailleurs, ces subventions en zone rurale représentent 25 % du total des aides attribuées depuis 1992, soit 213,8 M€

La répartition annuelle des subventions s'établit comme suit :

(en M€)

1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
0,73	6,9	9,5	7,8	10,3	9,3	10,5	11	14,3	9,3	10	19,3	29,9	28,2	23,7

En moyenne, sur les cinq dernières années, le montant moyen de l'aide directe aux entreprises s'élève à 6 973 €

L'évolution du montant moyen des aides aux collectivités territoriales s'établit ainsi sur les cinq dernières années :

(en M€)

CATEGORIES D'OPERATIONS	2002	2003	2004	2005	2006
Opérations rurales individuelles	25 000	30 000	36 500	37 100	31 658
Opérations collectives de modernisation	106 000	135 000	164 500	172 722	147 875

II-2 - Opérations conduites en milieu urbain.

L'objectif général de ces opérations est d'apporter une aide au montage de projets associant les collectivités locales, les associations de commerçants et les chambres consulaires, ces projets intégrant tous les aspects d'une politique urbaine (transports, habitat, infrastructure, stationnement, accessibilité au centre-ville...). Les fonds européens sont fréquemment sollicités dans ce cadre.

Depuis 1992, ces opérations représentent près de 32,3 % des décisions prises durant cette période (soit 3 496 opérations) et 42 % du montant total des subventions avec 354,6 M€

Ces subvention se répartissent comme suit :
(en M€)

1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
5,1	8,5	8,9	9,4	23,2	19,3	29,5	29,3	37,9	24,3	27,1	26,2	31,2	38,6	33

L'évolution du montant moyen des aides aux collectivités territoriales s'établit ainsi sur les cinq dernières années :

<i>CATEGORIE D'OPERATION</i>	<i>2002</i>	<i>2003</i>	<i>2004</i>	<i>2005</i>	<i>2006</i>
Opérations urbaines	115.000 €	125.000 €	144 000 €	131 000 €	142 900 €

Opérations urbaines FISAC 1992/2006 par taille de ville :

	Montant de subvention (en €)	%	Population concernée	Montant moyen par habitant (en €)
2 000 à 5 000 habitants	50 382 261	14	2 604 206	19
5 000 à 15 000 habitants	99 948 629	27	9 377 200	11
15 000 à 30 000 habitants	73 085 210	20	12 418 686	6
Plus de 30 000 habitants	143 033 708	39	35 507 684	4
Total	366 449 808	100	59 907 776	6

Ce sont les villes de plus de 30 000 habitants qui ont bénéficié, en priorité, de ce dispositif (39 % du montant des subventions). Un effort marqué est également porté sur les petites et moyennes communes, dont les projets demeurent cohérents au regard des capacités financières d'intervention du FISAC. On peut noter que le montant moyen par habitant concernant les petites villes de 2.000 à 5.000 habitants est plus de 4 fois supérieur à celui des villes de plus de 30.000 habitants.

L'impact du FISAC, de fait, est lié étroitement à l'échelle financière de l'opération et son « cœur de cible » en milieu urbain demeure les villes moyennes, même si certaines opérations conduites dans des villes de plus de 50 000 habitants peuvent s'avérer opportunes, comme par exemple celles ayant pour objet d'agir sur un quartier particulier, voire une artère, ou encore celles ayant pour objet de restructurer une halle.

II - 3 Opérations nationales.

Outre les actions de soutien au développement économique des chambres de métiers et de l'artisanat et des organisations professionnelles nationales de l'artisanat, le FISAC contribue, notamment, à financer des opérations visant à venir en aide aux commerçants et aux artisans victimes de catastrophes naturelles, sanitaires ou accidentelles (remplacement de l'outil de production, pertes d'exploitation), et des opérations visant à favoriser la diffusion de biens culturels. Il participe également au financement d'études de faisabilité et d'études préalables à des opérations collectives. Enfin, les pôles d'innovation de l'artisanat reçoivent une aide de l'Etat pour leur fonctionnement courant

Les subventions accordées dans le cadre d'opérations exceptionnelles s'établissent comme suit :
(en M€)

1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
4,4	3,8	3,8	5,8	10,2	6	12,1	6,05	32 ①	5	13,7	1,7 ②	14,3	8,9	9,55

① Année exceptionnelle : tempêtes et inondations.

② Les provisions constituées pour indemniser les entreprises fruitières et légumières victimes du gel d'avril 2003, les entreprises victimes de la tornade du 15 juillet 2003 dans les Landes, ainsi que les entreprises sinistrées lors des inondations de décembre 2003 dans le sud de la France sont comptabilisées au titre de l'année 2004, les estimations correspondantes n'ayant pas été établies avant le 31 décembre 2003. Les provisions ont fait l'objet de décisions ministérielles à hauteur de 9,4 M€ en 2004.

En 2006, 9,55 M€ ont été consacrés à la mise en place d'un dispositif d'aides aux entreprises ayant dû diminuer ou interrompre leur activité à la suite de l'épidémie provoquée par le chikungunya à La Réunion. La provision ainsi constituée permettra de prendre en charge les éventuelles conséquences d'une recrudescence de l'épidémie en 2007 et lors des années suivantes (cf. fiche p 13.)

* *
 *
 *

Au total, sur les cinq dernières années, on peut estimer qu'au sein des opérations rurales et urbaines, une part de l'ordre de 20 à 25 %, a été consacrée à des actions s'inscrivant dans une politique nationale (halles et marchés, animateurs de centre-ville, commerces multiservices), où l'action volontariste de l'Etat a suscité, renforcé ou infléchi des choix locaux de manière déterminante. Ainsi, la mise aux normes de halles et de marchés, bien qu'obligatoire en vertu de directives communautaires et de réglementations nationales, a été délibérément soutenue. Il en va de même pour l'animation des centres-villes (dont le financement incombe pourtant au premier titre aux commerçants eux-mêmes) ou pour les multiservices (dont l'offre étendue a été soutenue au-delà de la satisfaction spontanée des besoins locaux sur l'une des composantes de l'offre commerciale).

Au titre des opérations nationales, le FISAC assure le financement des actions de développement économique menées par les chambres de métiers et de l'artisanat. 12,7 M€ ont été consacrés à ces actions en 2006. Par ailleurs, 1,5 M€ ont été consacrés à ces mêmes actions mises en œuvre par les organisations professionnelles nationales (cf. fiche p. 14).

Le FISAC contribue au financement de l'EPARECA qui intervient au profit des centres commerciaux dégradés installés en ZUS. Au titre de l'année 2006, une dotation de 3,8 M€ lui a été attribuée (cf. fiche p. 15).

Le FISAC a également assuré le financement du plan de dynamisation du commerce de proximité qui comprenait à la fois une campagne de communication intitulée « Commerçants, l'énergie de tout un pays » (5 M€) et les deux sessions de l'appel à projets dont l'objectif était de valoriser des initiatives innovantes mises en place par des associations de commerçants. Près de 6 M€ ont été consacrés au financement de ces plans locaux (cf. fiche p. 16).

Le FISAC est intervenu au profit des pôles d'innovation de l'artisanat pour un coût de 5,2 M€ (cf. fiche p. 17).

Enfin, au titre du dispositif de soutien aux commerces de biens culturels, le FISAC a financé au cours des années 2004-2006 111 opérations pour un coût de 2 095 960 € le coût moyen de chaque dossier représentant une somme de 18 882 € (cf. tableaux p. 18)

IV – LA GESTION DES FONDS PAR LE RSI.

Une convention relative à la gestion des fonds du FISAC a été passée avec l'ORGANIC le 11 avril 2003. En effet, l'ORGANIC, qui est devenue depuis le 1^{er} juillet 2006 le RSI (Régime Social des Indépendants), assure le paiement des aides en conformité avec la réglementation applicable en l'espèce et les instructions données par la DCASPL.

**LES OPERATIONS
NATIONALES**

UTILISATION DU FISAC DANS LE CADRE DE LA CRISE DU CHIKUNGUNYA

Une provision de 9,55 M€ a été constituée pour indemniser les entreprises ayant dû diminuer ou interrompre leur activité à la suite de l'épidémie du chikungunya intervenue à La Réunion en 2006.

La circulaire du 14 mars 2006 fixe les conditions dans lesquelles les entreprises concernées peuvent être admises au bénéfice d'une aide exceptionnelle :

- l'aide est accordée pour compenser partiellement les pertes d'exploitation enregistrées par les entreprises ; elle est destinée à permettre à l'entreprise de mieux faire face aux difficultés provoquées par cette épidémie et à faciliter son retour à une activité normale ;
- le montant de l'indemnisation ne peut excéder 80% des pertes constatées sur le résultat courant avant impôt ou sur la rémunération du chef d'entreprise individuelle et pourra être adapté dans cette limite en fonction des résultats de l'entreprise, dans la limite de 4 000 € au titre du 1^{er} semestre 2006. Ce montant peut être augmenté, dans la limite de 8 000 € par décision du préfet prise après avis du comité régional d'examen des demandes d'aide lorsque l'application stricte du plafond entraînerait des conséquences gravement dommageables pour la pérennité de l'entreprise.

La nouvelle circulaire du 23 novembre 2006 prolonge au second semestre 2006 le dispositif d'indemnisation des entreprises avec une indemnisation à hauteur de 4000 € des entreprises concernées. Néanmoins, le montant de l'indemnisation maximale peut être porté à 12 000 € au lieu de 8 000 €, sur décision du préfet après avis du comité mentionné ci-dessus.

A la date du 31 décembre 2006, 3 163 dossiers sur 3 323 dossiers reçus (soit 96% des dossiers reçus) ont été examinés dans le cadre du dispositif mis en place à La Réunion pour venir en aide aux entreprises ayant dû diminuer ou interrompre leur activité à la suite de l'épidémie du chikungunya. 1 824 dossiers (57%) ont recueilli un avis favorable, 1 280 (40%) se sont vus opposés un avis défavorable et 54 (3%) ont été ajournés.

56% des avis défavorables sont motivés par le non-respect de l'une des conditions définies par la circulaire FISAC (baisse de chiffre d'affaires inférieur à 20%, atteinte des plafonds FISAC). Les avis défavorables sont également motivés à 31% par l'absence de lien avéré avec l'épidémie.

La répartition entre les secteurs d'activité reste quasi-identique : 51% pour le commerce ; 42% pour l'artisanat, 7% pour les autres.

Les aides attribuées représentaient à ce jour une somme de 2 079 147 € soit un montant moyen de 1 140 € par dossier.

Les sommes non utilisées permettant de répondre sans délai aux éventuelles demandes d'indemnisation au cours de l'année 2007 et des années suivantes.

**ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
DES CHAMBRES DE METIERS ET DE L'ARTISANAT
ET DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES NATIONALES**

Il s'agit d'apporter un cofinancement aux actions de développement économique menées en faveur des entreprises artisanales par les organismes suivants :

- les membres du réseau consulaire des métiers : l'Assemblée permanente des chambres de métiers, les chambres régionales de métiers et de l'artisanat et les chambres départementales ou locales de métiers et de l'artisanat ;
- certaines organisations professionnelles nationales.

Ce dispositif est organisé par la circulaire du 23 décembre 2002 modifiée par la circulaire du 20 avril 2005.

Les actions éligibles sont constituées de prestations collectives ou individuelles fournies aux entreprises artisanales et contribuant à l'essor de l'artisanat dans un environnement local durable ainsi qu'à la promotion de l'insertion et de l'emploi. Elles relèvent des domaines suivants :

- création, transmission et reprise d'entreprises ;
- promotion de l'utilisation des TIC ;
- promotion des actions en faveur du développement durable : environnement et maîtrise de l'énergie, maîtrise des risques, hygiène, santé...
- accompagnement de la mise en place de démarche Qualité et de certification de services ;
- promotion de l'exportation ;
- développement de l'insertion par l'emploi des publics en difficultés (réservé aux organisations professionnelles).

En 2006, la dotation imputée sur les crédits du FISAC et attribuée aux différents bénéficiaires **a dépassé 14 M€**:

En euros	2006
CRMA et CMA	12 518 000
APCM	182 000
TOTAL réseau consulaire	12 700 000
OP N	1 500 000
TOTAL subvention	14 200 000

En 2006, l'affectation entre les différents domaines d'action indique depuis plusieurs années des tendances récurrentes :

- pour le réseau consulaire : priorité marquée au domaine création transmission reprise d'entreprises avec une forte progression (65% du montant de la subvention contre un peu plus de 60% l'année précédente) et maintien des actions liées au développement durable avec 18% de la subvention contre plus de 20%, le solde se répartissant entre les trois autres domaines ;
- pour les organisations professionnelles nationales, une refonte des conditions d'attribution des subventions a clairement indiqué une priorité pour les actions d'insertion et de développement de l'emploi.

Pour les années à venir le financement des actions de développement économique affecté au réseau consulaire des métiers pourrait progressivement être orienté vers des projets d'envergure régionale conduits de façon harmonisée par l'ensemble des chambres de métiers et de l'artisanat d'une même région ; l'exigence d'une « bonne gouvernance » passant par la mutualisation des expériences et des compétences est également réaffirmée. Une expérimentation est menée dans ce sens sur trois régions afin de clarifier les exigences nouvelles requises par un tel dispositif, ses atouts ainsi que les inconvénients qu'il soulève.

L'EPARECA

1) Un outil de cohésion économique et sociale des quartiers en difficulté.

Instrument de la politique de la ville, l'Etablissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (EPARECA) constitue une forme originale et exceptionnelle d'intervention économique de l'Etat au profit des centres commerciaux dégradés, dans le cadre de la politique nationale de revitalisation des quartiers en difficulté.

L'Etablissement s'est doté en 2005, avec l'approbation de son conseil d'administration, d'un « contrat d'objectifs et de moyens » (COM) pour la période 2005-2008 qui prévoit la rénovation de 9 centres commerciaux par an. Pour l'avenir, ce COM doit faire l'objet d'une révision visant à traduire la décision du Comité interministériel des villes (CIV) du 9 mars 2006 qui prévoit le triplement à terme du rythme d'intervention de l'EPARECA.

Sur le plan financier, l'Etablissement a fait l'objet d'une dotation de 3,8 millions d'euros au titre de l'exercice 2006, dont 1,6 M€ au titre de la montée en charge de son activité suite à la décision précitée du CIV, venant s'ajouter aux 2,2 M€ prévus par le COM.

2) Des résultats déjà visibles

Depuis l'année 2000, date de son fonctionnement effectif, l'EPARECA a été saisi par 198 villes de 256 demandes d'interventions : sur les 41 opérations décidées, 5 centres ont été réhabilités et revendus ; 15 autres sont en exploitation totale ou partielle ; enfin, 21 centres sont en phase opérationnelle de travaux.

Des premières années d'activités de l'EPARECA, il ressort que, si le succès des opérations conduites par l'établissement ne sera mesurable que dans plusieurs années, compte tenu de la durée des opérations et de leur complexité, les premiers résultats enregistrés sont encourageants. Les opérations réalisées ont indéniablement contribué à l'amélioration de la vie quotidienne des populations concernées et leur impact en termes d'emplois mérite d'être souligné pour les opérations achevées et celles en cours : 885 emplois maintenus et 443 créés à fin 2005.

VALORISATION DU COMMERCE DE PROXIMITE.

Les Pouvoirs publics se sont attachés à valoriser le commerce de proximité par le biais, d'une part, d'une campagne de promotion et, d'autre part, d'un plan de dynamisation du secteur.

Cette campagne de promotion visait à répondre à un double objectif :

- mieux faire connaître et valoriser toutes les prestations que le commerce de proximité peut offrir aux consommateurs, en mettant en lumière les services spécifiques qu'il apporte à ces derniers ;
- montrer aux commerçants l'intérêt que portent les pouvoirs publics à leur rôle économique et social, celui-ci n'étant pas toujours bien reconnu.

Financée à hauteur de **5 M€** par le FISAC, cette campagne, identifiable par le slogan « **Commerçants : l'énergie de tout un pays** », est intervenue au printemps 2005. Ses retombées ont été dans l'ensemble très positives.

L'organisation, au plan national, d'une campagne de communication en faveur du commerce de proximité a contribué ainsi à sensibiliser l'opinion publique. Mais pour prolonger les effets positifs d'une telle initiative, une déclinaison au plan local était également nécessaire.

Telle a été la finalité du **plan de dynamisation du commerce de proximité** dont les objectifs étaient d'appuyer les actions de développement du commerce que mettent en œuvre les chambres de commerce et d'industrie et de mobiliser, à cette fin, toutes les acteurs locaux : associations de professionnels concernées, chambres consulaires et collectivités territoriales.

Les parties prenantes devaient définir le cadre de leurs interventions respectives et examiner les conditions dans lesquelles elles pouvaient compléter les financements apportés par l'Etat pour la mise en place de ce dispositif.

Les actions à développer devaient s'articuler autour de cinq axes :

- structurer les associations de commerçants ;
- coordonner l'ensemble des acteurs du commerce urbain ;
- développer une offre de services mieux adaptée aux besoins des consommateurs ;
- développer le professionnalisme des pratiques commerciales ;
- améliorer l'offre commerciale.

Un cahier des charges type a été élaboré par la Direction du commerce, de l'artisanat, des services et des professions libérales en liaison avec l'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie. Il a servi de support au dossier de candidature.

Ainsi, au terme de la **première session**, huit dossiers (Roanne, Lyon, Bordeaux, Angers, Metz, Nancy, Versailles, Mantes la Jolie) sur les 30 présentés ont été sélectionnés. Une subvention a été attribuée à chacune des chambres lauréates pour lui permettre de mettre en œuvre le programme défini avec les acteurs locaux du commerce, ce qui représente au total une somme de 3,55 M€ . Les 22 dossiers qui n'ont pas été retenus au titre du plan peuvent faire, pour leur part, l'objet d'un financement dans le cadre du FISAC classique.

46 dossiers ont été présentés au titre de la **seconde session**. Lors de la réunion qui s'est tenue le 1^{er} mars 2006 avec des représentants de l'ACFCI pour un examen de ces dossiers, dix dossiers ont été retenus, certaines des actions qu'ils proposaient revêtant le caractère innovant requis par le cahier des charges. Il s'agissait des dossiers présentés par les associations de commerçants des communes de Poitiers, d'Aulnay-sous-Bois, de Caen, de Chatou, de Forbach, de Montluçon, de Montpellier, des Mureaux, de Nantes et de Paris.

Ces dossiers qui représentent une somme de 2,42 M€ ont été admis au bénéfice d'une subvention du FISAC au titre du plan de dynamisation du commerce de proximité. Ils s'ajoutent aux huit dossiers qui avaient été sélectionnés au titre de la première session.

Les dossiers non sélectionnés peuvent également faire l'objet d'un financement dans le cadre du FISAC classique. Les actions qu'ils proposent sont appréciées au regard des règles qui régissent ce fonds.

Les Pôles d'Innovation de l'artisanat

Le ministère en charge des PME a mis en place, avec le concours des chambres de métiers et des organisations professionnelles de l'artisanat, un ensemble de moyens d'appui technique adaptés aux conditions de la très petite entreprise (TPE) constitué par les pôles d'innovation de l'artisanat (une vingtaine de pôles de compétences spécialisées à ce jour) et les conseillers en développement technologiques qui constituent le réseau de diffusion des innovations dans l'artisanat. L'animation technique de ce réseau est assurée par l'Institut supérieur des métiers (ISM).

Les entreprises artisanales sont confrontées comme les autres aux évolutions rapides de la technologie et des exigences du marché. Ne pouvant, par elles-mêmes, s'informer de manière précise sur ces différentes évolutions, elles ont besoin d'une interface et c'est aux pôles d'innovation que ce rôle a été confié.

Les pôles d'innovation sont des "centres de ressources" s'appuyant sur des établissements de formation professionnelle indépendants ou relevant soit des chambres de métiers soit des organisations professionnelles et qui s'engagent dans une démarche de transfert de technologie au profit des TPE artisanales dans un domaine de spécialité pour lequel ils jouent un rôle de référence nationale.

L'Etat attribue le label "Pôle d'innovation pour les petites entreprises" à ces établissements par la signature d'une convention-cadre. A ce jour, il existe une vingtaine de pôles d'innovation et le dernier d'entre eux a été labellisé en avril 2006 pour sa spécialisation dans le domaine des technologies numériques.

Le développement du réseau des pôles d'innovation de l'artisanat étant l'une des priorités du Ministère chargé des PME, ce dernier a établi avec la plupart d'entre eux un contrat d'objectifs triennal qu'il a renouvelé pour la période 2006-2008 en leur consacrant, dans le cadre des crédits du FISAC, un budget de 5,2 M€ en 2006, en forte progression en contrepartie d'engagements accrus de leur part.

Ces moyens nouveaux vont permettre aux Pôles d'innovation de l'artisanat de rendre leurs actions de veille et de transfert technologique plus systématiques et plus amples et de toucher un plus grand nombre d'entreprises.

Pour en savoir plus :

<http://www.amigraf.com>

<http://www.boucherie-france.org>

<http://www.pole-aten.fr>

<http://www.ceproc.com>

<http://www.idverre.net>

<http://www.imetaux.net>

<http://www.cnidep.com>

<http://www.unppd.org>

<http://www.professionnels-energie.fr>

<http://www.crt-a-avignon.com>

<http://www.artifrance.fr>

<http://www.ecoledelapatisserie.com>

<http://www.ifram.fr>

<http://www.inbp.com>

<http://www.cm-arras.fr/inracq>

<http://www.institut-de-la-pierre.com>

<http://www.agrequip.com>

<http://www.itemm.fr>

<http://www.ism.asso.fr>

TABLEAUX RELATIFS AUX OPERATIONS DE SOUTIEN AUX COMMERCE DE BIENS CULTURELS

Année 2004

LIBRAIRES			
Type d'opération	Nombre d'opérations	Montant des subventions attribuées	Montant moyen des subventions
Création	8	185 595,00	23 199,38
Modernisation, agrandissement, transfert	25	443 864,00	17 754,56
TOTAL	33	629 459,00	19 074,52

DISQUAIRES			
Type d'opération	Nombre d'opérations	Montant des subventions attribuées	Montant moyen des subventions
Transfert	1	16 938,00	16 938,00
Modernisation	2	6 837,00	3 418,50
Extension	3	19 061,00	6 353,67
TOTAL	6	42 836,00	7 139,33

Nombre total d'opérations financées en 2004 : 39

Montant des subventions attribuées : 672 295 €

Montant moyen des subventions : 17 238 €

Année 2005

LIBRAIRES			
Type d'opération	Nombre d'opérations	Montant des subventions attribuées	Montant moyen des subventions
Création	10	283 145,00	28 314,50
Modernisation, transfert	26	481 140,00	18 505,38
TOTAL	36	764 285,00	21 230,14

DISQUAIRES			
Type d'opération	Nombre d'opérations	Montant des subventions attribuées	Montant moyen des subventions
Création	3	17 588,00	5 862,67
Réaménagement	1	18 299,00	18 299,00
TOTAL	4	35 887,00	8 971,75

Nombre total d'opérations financées en 2005 : 40

Montant des subventions attribuées : 800 172 €

Montant moyen de subvention : 20 004 €

Année 2006

LIBRAIRIES			
Type d'opération	Nombre d'opérations	Montant des subventions attribuées	Montant moyen des subventions
Création	9	228 752,00	25 416,89
Modernisation	17	309 671,00	18 215,94
TOTAL	26	538 423,00	20 708,58

DISQUAIRES			
Type d'opération	Nombre d'opérations	Montant des subventions attribuées	Montant moyen des subventions
Création	4	58 446,00	14 611,50
Restructuration	2	26 624,00	13 312,00
TOTAL	6	85 070,00	14 178,33

Nombre total d'opérations financées en 2006 : 32

Montant des subventions attribuées : 623 493 €

Montant moyen de subvention : 19 484 €

**PRESENTATION
DES DIFFERENTES
AIDES DU FISAC**

OPERATIONS URBAINES
(Communes de + 2000 habitants)

OPERATIONS COLLECTIVES
DE MODERNISATION EN MILIEU
RURAL
(Pays, groupements de communes
rurales, bassins d'emploi ruraux)

AIDES AUX COLLECTIVITES
PUBLIQUES

DEPENSES ELIGIBLES

FONCTIONNEMENT

- ◆ Etudes
- ◆ Recrutement d'un animateur (forfait de 15 000 €)
- ◆ Opérations collectives de communication et de promotion
- ◆ Opérations collectives d'animation

INVESTISSEMENT

- ◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux)
- ◆ Signalétique
- ◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux
- ◆ Halles ; marchés couverts et de plein air
- ◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité (hors ceux effectués par EPARECA)

TAUX MAXIMA

- ◆ Normaux
 - ❖ 50 % en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €)
 - ❖ 20 % en investissement jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € et 10 % au-delà (subvention plafonnée à 400 000 €)
- ◆ Majorés
 - ❖ 80 % en fonctionnement et 40 % en investissement pour les opérations réalisées dans les zones urbaines sensibles comprises dans les territoires prioritaires d'un contrat de ville

CONDITIONS

- ◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité
- ◆ L'aide financière maximale qui peut être accordée pour une opération comportant 3 tranches ne peut excéder 2 M€
- ◆ Le délai de carence doit être de 5 ans entre deux opérations ayant le même objet

AIDES DIRECTES AUX ENTREPRISES

DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES

OPERATIONS URBAINES	OPERATIONS COLLECTIVES DE MODERNISATION EN MILIEU RURAL
<ul style="list-style-type: none"> ◆ Rénovation de vitrines ◆ Equipements destinés à assurer la sécurité des entreprises 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Rénovation de vitrines ◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des entreprises et des locaux d'activité ◆ Equipements destinés à assurer la sécurité des entreprises

TAUX MAXIMUM

- ◆ 20 %

CONDITIONS

- ◆ La participation financière de la collectivité concernée doit être égale à celle du FISAC
- ◆ Le chiffre d'affaires annuel de l'entreprise doit être inférieur à 800 000 € HT
- ◆ L'aide du FISAC est plafonnée à 10 000 € par entreprise

OPERATIONS RURALES
(Communes de - 2 000 habitants)

OPERATIONS INDIVIDUELLES

A DESTINATION DES ENTREPRISES EN MILIEU RURAL

**MAITRISE D'OUVRAGE
PRIVEE**

DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES

- ◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des entreprises et des locaux d'activité (vitrines incluses)
- ◆ Dépenses d'investissement relatives à la sécurisation des entreprises et des locaux d'activité

TAUX MAXIMA

- ◆ 20 % pour les investissements matériels
- ◆ 40 % pour les dépenses de sécurisation

MAITRISE D'OUVRAGE PUBLIQUE

DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES

- ◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des entreprises et des locaux d'activité (vitrines incluses)
- ◆ Dépenses d'investissement relatives à la sécurisation des entreprises et des locaux d'activité
- ◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux)
- ◆ Aménagement des abords immédiats du commerce concerné, notamment pour en faciliter l'accès

TAUX MAXIMA

- ◆ 30 % POUR LES INVESTISSEMENTS MATERIELS
- ◆ 40 % POUR LES DEPENSES DE SECURISATION

CONDITIONS COMMUNES

- ◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité
- ◆ Le chiffre d'affaires annuel de l'entreprise doit être inférieur à 800 000 € hors taxes
- ◆ Le montant de la dépense subventionnable ne peut être inférieur à 10 000 €
- ◆ Le délai de carence doit être de 5 ans entre 2 opérations ayant le même objet

OPERATIONS D'AMENAGEMENT DANS LES COMMUNES RURALES

MAITRISE D'OUVRAGE PUBLIQUE

DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES

- ◆ Signalétique
- ◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux + stationnement de proximité
- ◆ Halles ; marchés couverts et de plein air
- ◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité

TAUX MAXIMA

- ◆ 20 % jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € et 10 % au-delà (subvention plafonnée à 400 000 €)

CONDITIONS

- ◆ Le délai de carence doit être de 5 ans entre deux opérations ayant le même objet

METHODOLOGIE

Les données présentées ci-dessous correspondent à l'état des opérations aidées par le FISAC en 2006. Les données utilisées sont celles disponibles à la date du 31 janvier 2007.

Les opérations urbaines et rurales de l'année 2006 sont comptabilisées au titre de cette période dès lorsqu'elles ont été soumises à la signature du ministre.

Les différents types d'opération ont été regroupées pour obtenir une classification simple :

- opérations rurales pour les communes de moins de 2 000 habitants ;
- opérations urbaines au-delà de ce seuil, pour les projets associant les collectivités locales, les associations de commerçants et les chambres consulaires dans le cadre d'opérations intégrant tous les aspects d'une politique urbaine (transport, habitat, infrastructure, stationnement, accessibilité au centre-ville,...) ;
- actions de développement économique des Chambres de Métiers et des organisations professionnelles nationales ;
- « divers » concernant les actions pour lesquelles le FISAC est sollicité au titre des catastrophes naturelles ou accidentelles, pour la diffusion de biens culturels, pour des opérations sectorielles ou encore pour la réalisation d'études préalables aux opérations urbaines.

Le cumul des opérations depuis l'origine du FISAC présente les opérations pour leur montant définitif (opérations soldées) et pour leur montant engagé (opérations en cours).

Sur la période 1992-2006, le nombre total des opérations réalisées sur un périmètre départemental, ou infra départemental s'élève à 10 551.

Dans un périmètre régional, ou infra régional, il passe à 10 656 compte tenu des actions régionales spécifiques telles que les programmes régionaux des métiers d'art ou encore des opérations sectorielles menées à l'échelon régional.

Globalement, au plan national, on dénombre 10 821 décisions car viennent s'ajouter des opérations de natures diverses, sectorielles ou répondant à l'urgence comme les catastrophes naturelles.

Au niveau des régions et des départements, trois présentations sont effectuées, afin de mieux apprécier les différences entre collectivités, chaque présentation étant effectuée pour l'année 2006 et pour l'ensemble de la période 1992-2006 :

- classement alphabétique ;
 - classement en fonction du montant des subventions accordées ;
- classement en fonction du montant de subvention rapporté à la population de la collectivité.

FISAC
Année 2006

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR TYPE D'OPERATIONS
POUR L'ANNEE 2006
(en euros)**

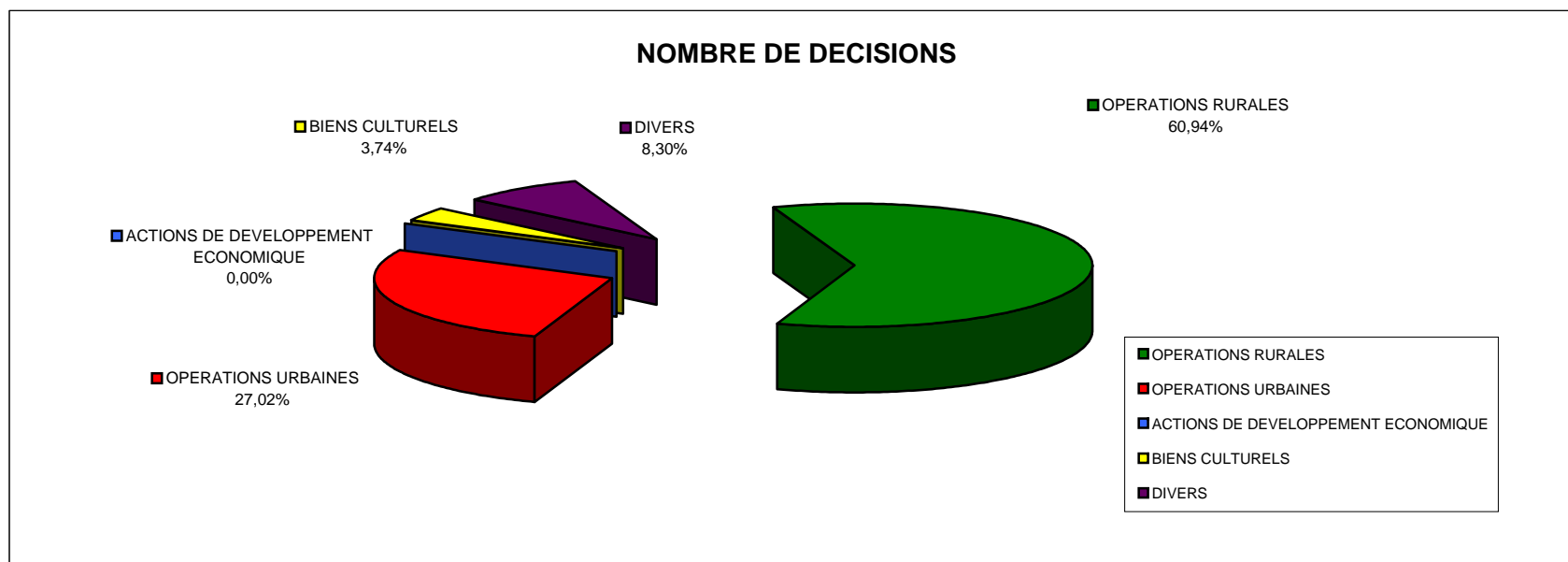
TYPE OPERATION	DECISIONS	FONCT	INVEST	TOTAL
OPERATIONS RURALES	521	2 404 795	21 252 412	23 657 207
OPERATIONS URBAINES	231	8 161 056	24 845 049	33 006 105
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	2	14 200 000	0	14 200 000
BIENS CULTURELS	32	49 084	593 291	642 375
DIVERS *	71	21 826 813	0	21 826 813
TOTAL	857	46 641 748	46 690 752	93 332 500

(*) Opérations nationales diverses dont :

- Aide exceptionnelle chikungunya
- dotation de l' EPARECA
- Pôles d'innovation à l'artisanat
- plan de dynamisation du commerce de proximité
- études préalables

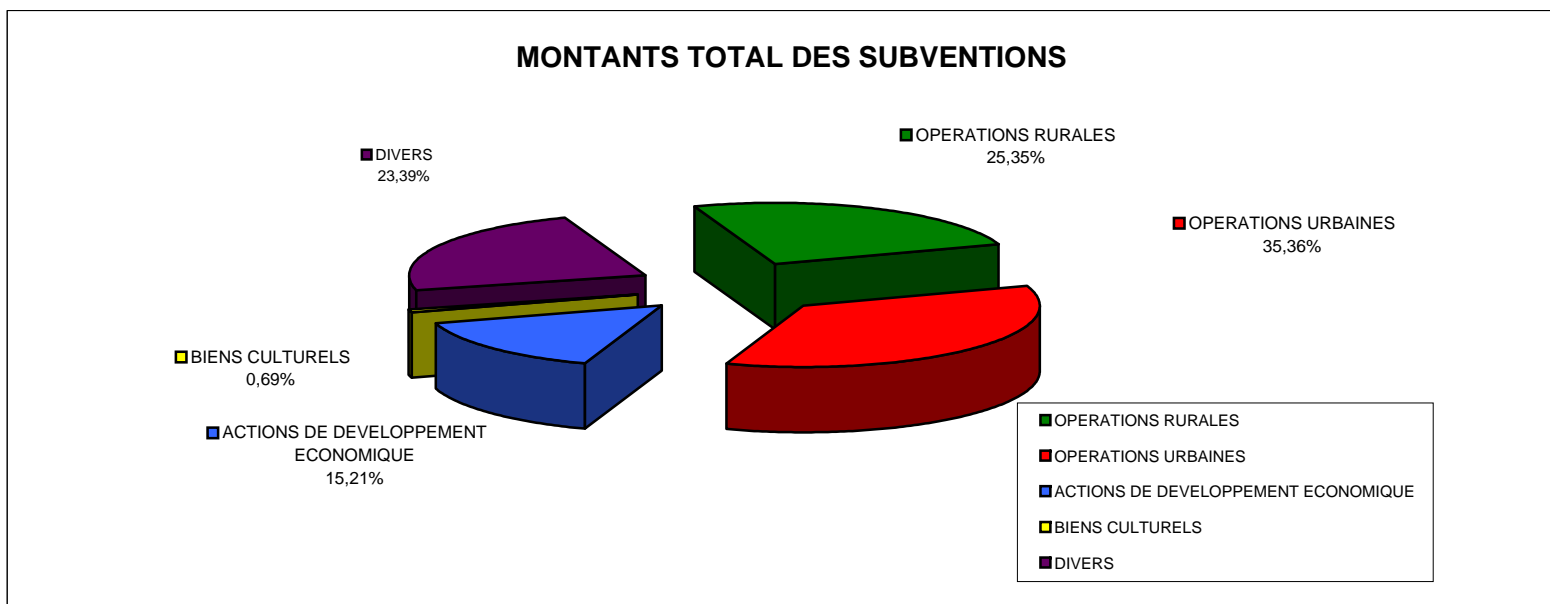
**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR CATEGORIE D'OPERATION
POUR L'ANNEE 2006
(nombre de décisions)**

TYPE OPERATION	NOMBRE DE DECISIONS
OPERATIONS RURALES	521
OPERATIONS URBAINES	231
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	2
BIENS CULTURELS	32
DIVERS	71
TOTAL	855



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR CATEGORIE D'OPERATION
POUR L'ANNEE 2006
(en euros)**

TYPE OPERATION	MONTANT TOTAL DES SUBVENTIONS
OPERATIONS RURALES	23 657 207
OPERATIONS URBAINES	33 006 105
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	14 200 000
BIENS CULTURELS	642 375
DIVERS	21 826 813
TOTAL	93 332 500



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS
PAR TYPE D'OPERATION DETAILLE
en 2006**

TYPE D'OPERATION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE
Opérations rurales				
OPERATIONS RURALES INDIVIDUELLES	12 948 298	0	12 948 298	409
OPERATIONS COLLECTIVES DE MODERNISATION EN MILIEU RURAL	8 724 595	2 391 085	6 333 510	59
OPERATIONS D'AMENAGEMENT DANS LES COMMUNES RURALES	1 984 314	13 710	1 970 604	53
Opérations urbaines				
OPERATIONS URBAINES	33 006 105	8 161 056	24 845 049	231
dont AIDE AUX QUARTIERS EN DIFFICULTE	1 537 304	589 671	947 633	5
Actions de développement économique des chambres de métiers				
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	14 200 000	14 200 000	0	2
Divers				
ACTIONS COLLECTIVES SPECIFIQUES NATIONALES	21 001 551	21 001 551	0	14
BIENS CULTURELS	642 375	49 084	593 291	32
ETUDES	825 262	825 262	0	57
TOTAL	93 332 500	46 641 748	46 690 752	857

**Présentation
par
région**

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2006
(classement alphabétique)

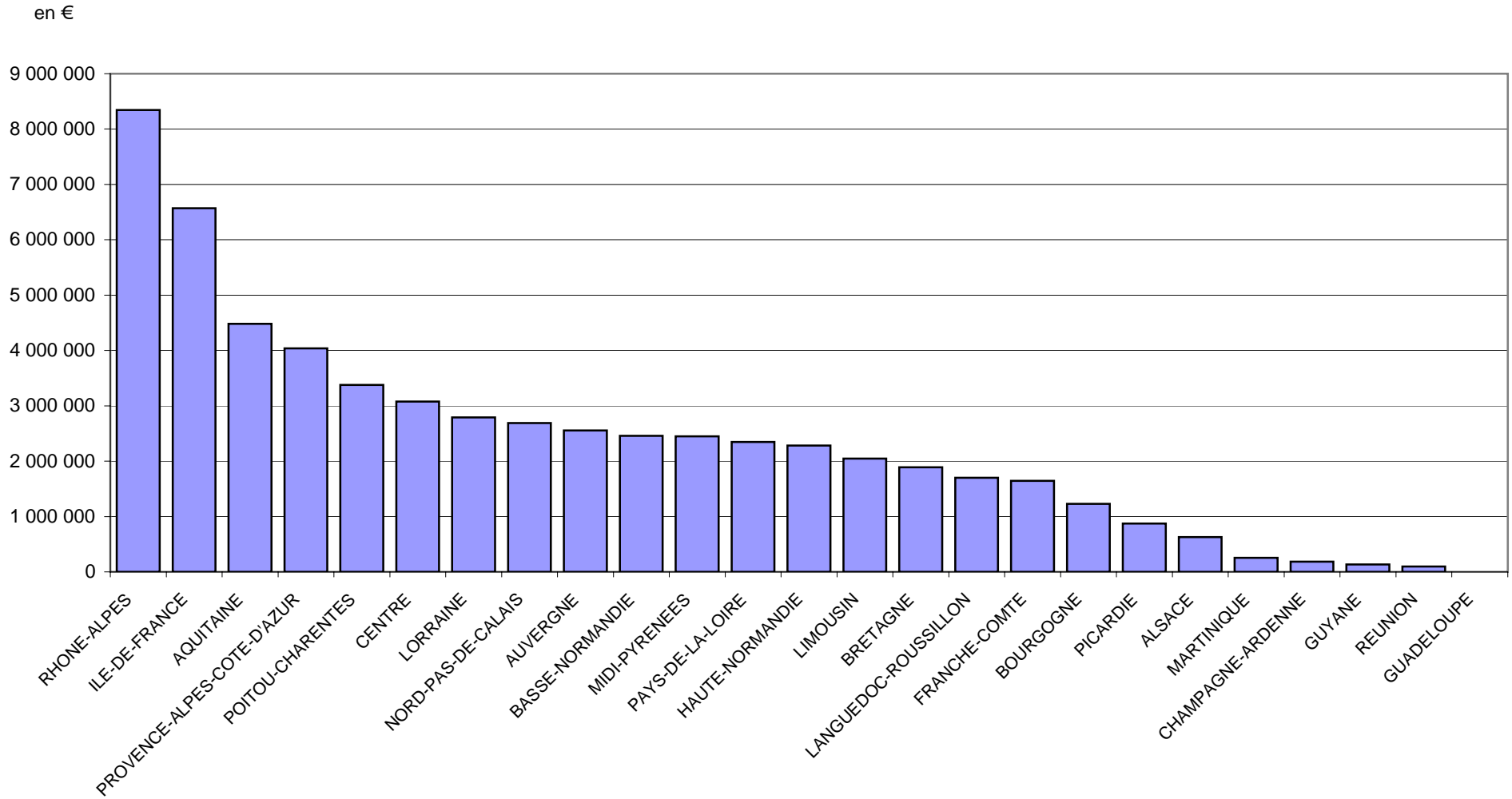
REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ALSACE	627 308	180 669	446 639	13	1 734 145	0,36
AQUITAINE	4 481 509	426 447	4 055 062	78	2 908 359	1,54
AUVERGNE	2 553 751	382 314	2 171 437	39	1 308 878	1,95
BASSE-NORMANDIE	2 458 522	47 921	2 410 601	34	1 422 193	1,73
BOURGOGNE	1 230 146	65 133	1 165 013	34	1 610 067	0,76
BRETAGNE	1 888 583	334 766	1 553 817	36	2 906 197	0,65
CENTRE	3 076 483	742 600	2 333 883	23	2 440 329	1,26
CHAMPAGNE-ARDENNE	183 047	66 650	116 397	6	1 342 363	0,14
CORSE	0	0	0	0	260 196	0,00
FRANCHE-COMTE	1 644 222	298 666	1 345 556	36	1 117 059	1,47
GUADELOUPE	0	0	0	0	422 496	0,00
GUYANE	134 573	52 573	82 000	1	157 300	0,86
HAUTE-NORMANDIE	2 281 747	330 875	1 950 872	33	1 780 192	1,28
ILE-DE-FRANCE	6 569 883	880 457	5 689 426	62	10 952 011	0,60
LANGUEDOC-ROUSSILLON	1 699 357	345 191	1 354 166	22	2 295 648	0,74
LIMOUSIN	2 045 981	647 075	1 398 906	41	710 939	2,88
LORRAINE	2 789 040	682 445	2 106 595	27	2 310 376	1,21
MARTINIQUE	254 562	234 562	20 000	3	381 427	0,67
MIDI-PYRENEES	2 449 646	235 909	2 213 737	41	2 551 687	0,96
NORD-PAS-DE-CALAIS	2 690 886	1 081 401	1 609 485	38	3 996 588	0,67
PAYS-DE-LA-LOIRE	2 345 296	145 444	2 199 852	41	3 222 061	0,73
PICARDIE	871 335	35 975	835 360	15	1 857 481	0,47
POITOU-CHARENTES	3 376 651	265 699	3 110 952	64	1 640 068	2,06
PROVENCE-ALPES-COTE- D'AZUR	4 036 360	1 647 670	2 388 690	36	4 506 151	0,90
REUNION	98 356	16 000	82 356	2	705 100	0,14
RHONE-ALPES	8 342 113	2 367 183	5 974 930	116	5 645 407	1,48
TOTAL	58 129 357	11 513 625	46 615 732	841		

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2006

(classement par montant de subvention)

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
RHONE-ALPES	8 342 113	2 367 183	5 974 930	116	5 645 407	1,48
ILE-DE-FRANCE	6 569 883	880 457	5 689 426	62	10 952 011	0,60
AQUITAINE	4 481 509	426 447	4 055 062	78	2 908 359	1,54
PROVENCE-ALPES-COTE- D'AZUR	4 036 360	1 647 670	2 388 690	36	4 506 151	0,90
POITOU-CHARENTES	3 376 651	265 699	3 110 952	64	1 640 068	2,06
CENTRE	3 076 483	742 600	2 333 883	23	2 440 329	1,26
LORRAINE	2 789 040	682 445	2 106 595	27	2 310 376	1,21
NORD-PAS-DE-CALAIS	2 690 886	1 081 401	1 609 485	38	3 996 588	0,67
AUVERGNE	2 553 751	382 314	2 171 437	39	1 308 878	1,95
BASSE-NORMANDIE	2 458 522	47 921	2 410 601	34	1 422 193	1,73
MIDI-PYRENEES	2 449 646	235 909	2 213 737	41	2 551 687	0,96
PAYS-DE-LA-LOIRE	2 345 296	145 444	2 199 852	41	3 222 061	0,73
HAUTE-NORMANDIE	2 281 747	330 875	1 950 872	33	1 780 192	1,28
LIMOUSIN	2 045 981	647 075	1 398 906	41	710 939	2,88
BRETAGNE	1 888 583	334 766	1 553 817	36	2 906 197	0,65
LANGUEDOC-ROUSSILLON	1 699 357	345 191	1 354 166	22	2 295 648	0,74
FRANCHE-COMTE	1 644 222	298 666	1 345 556	36	1 117 059	1,47
BOURGOGNE	1 230 146	65 133	1 165 013	34	1 610 067	0,76
PICARDIE	871 335	35 975	835 360	15	1 857 481	0,47
ALSACE	627 308	180 669	446 639	13	1 734 145	0,36
MARTINIQUE	254 562	234 562	20 000	3	381 427	0,67
CHAMPAGNE-ARDENNE	183 047	66 650	116 397	6	1 342 363	0,14
GUYANE	134 573	52 573	82 000	1	157 300	0,86
REUNION	98 356	16 000	82 356	2	705 100	0,14
GUADELOUPE	0	0	0	0	422 496	0,00
CORSE	0	0	0	0	260 196	0,00
TOTAL	58 129 357	11 513 625	46 615 732	841		

**Montant cumulé des subventions FISAC
par région en 2006
(en euros)**

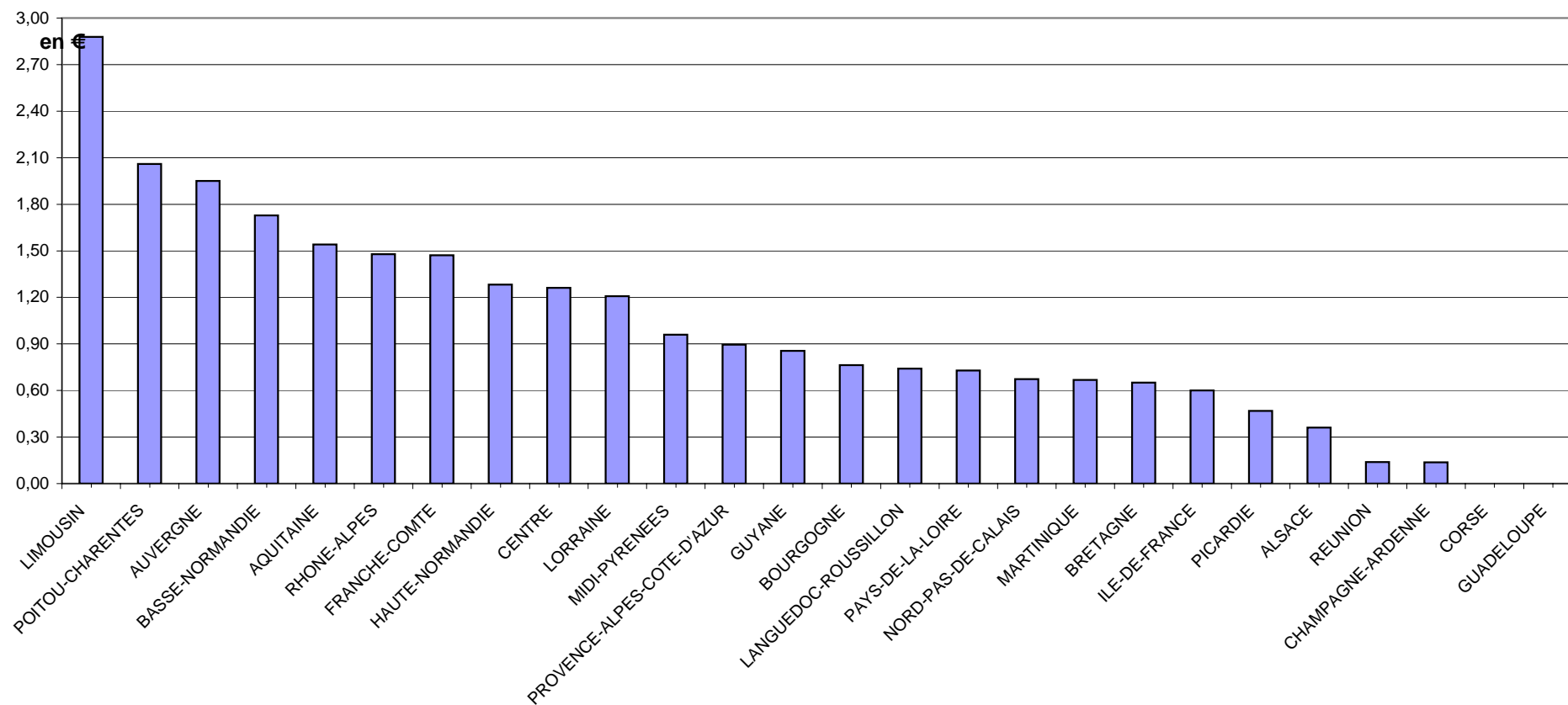


REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2006

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
LIMOUSIN	2 045 981	647 075	1 398 906	41	710 939	2,88
POITOU-CHARENTES	3 376 651	265 699	3 110 952	64	1 640 068	2,06
AUVERGNE	2 553 751	382 314	2 171 437	39	1 308 878	1,95
BASSE-NORMANDIE	2 458 522	47 921	2 410 601	34	1 422 193	1,73
AQUITAINE	4 481 509	426 447	4 055 062	78	2 908 359	1,54
RHONE-ALPES	8 342 113	2 367 183	5 974 930	116	5 645 407	1,48
FRANCHE-COMTE	1 644 222	298 666	1 345 556	36	1 117 059	1,47
HAUTE-NORMANDIE	2 281 747	330 875	1 950 872	33	1 780 192	1,28
CENTRE	3 076 483	742 600	2 333 883	23	2 440 329	1,26
LORRAINE	2 789 040	682 445	2 106 595	27	2 310 376	1,21
MIDI-PYRENEES	2 449 646	235 909	2 213 737	41	2 551 687	0,96
PROVENCE-ALPES-COTE- D'AZUR	4 036 360	1 647 670	2 388 690	36	4 506 151	0,90
GUYANE	134 573	52 573	82 000	1	157 300	0,86
BOURGOGNE	1 230 146	65 133	1 165 013	34	1 610 067	0,76
LANGUEDOC-ROUSSILLON	1 699 357	345 191	1 354 166	22	2 295 648	0,74
PAYS-DE-LA-LOIRE	2 345 296	145 444	2 199 852	41	3 222 061	0,73
NORD-PAS-DE-CALAIS	2 690 886	1 081 401	1 609 485	38	3 996 588	0,67
MARTINIQUE	254 562	234 562	20 000	3	381 427	0,67
BRETAGNE	1 888 583	334 766	1 553 817	36	2 906 197	0,65
ILE-DE-FRANCE	6 569 883	880 457	5 689 426	62	10 952 011	0,60
PICARDIE	871 335	35 975	835 360	15	1 857 481	0,47
ALSACE	627 308	180 669	446 639	13	1 734 145	0,36
REUNION	98 356	16 000	82 356	2	705 100	0,14
CHAMPAGNE-ARDENNE	183 047	66 650	116 397	6	1 342 363	0,14
CORSE	0	0	0	0	260 196	0,00
GUADELOUPE	0	0	0	0	422 496	0,00
TOTAL	58 129 357	11 513 625	46 615 732	841		

**Subventions FISAC
par région en 2006
(montant par habitant)**



**Présentation
par
département**

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2006
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
AIN	01	1 169 792	90 262	1 079 530	28	515 270	2,27
AISNE	02	114 888	0	114 888	4	535 842	0,21
ALLIER	03	943 448	208 758	734 690	6	344 721	2,74
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	0	0	0	0	139 561	0,00
HAUTES-ALPES	05	106 233	34 671	71 562	4	121 419	0,87
ALPES-MARITIMES	06	864 145	368 862	495 283	7	1 011 326	0,85
ARDECHE	07	1 604 855	467 572	1 137 283	26	286 023	5,61
ARDENNES	08	105 347	33 950	71 397	1	290 130	0,36
ARIEGE	09	8 940	0	8 940	1	137 205	0,07
AUBE	10	50 000	15 000	35 000	2	292 131	0,17
AUDE	11	113 423	0	113 423	3	309 770	0,37
AVEYRON	12	772 807	101 159	671 648	9	263 808	2,93
BOUCHES-DU-RHONE	13	1 761 001	855 224	905 777	11	1 835 719	0,96
CALVADOS	14	707 721	23 585	684 136	6	648 385	1,09
CANTAL	15	643 798	0	643 798	8	150 778	4,27
CHARENTE	16	742 666	123 874	618 792	19	339 628	2,19
CHARENTE-MARITIME	17	1 274 128	89 749	1 184 379	22	557 024	2,29
CHER	18	92 772	0	92 772	2	314 428	0,30
CORREZE	19	338 041	84 150	253 891	12	232 576	1,45
CORSE-DU-SUD	2A	0	0	0	0	118 593	0,00
HAUTE-CORSE	2B	0	0	0	0	141 603	0,00
COTE-D'OR	21	470 660	0	470 660	12	506 755	0,93
COTES-D'ARMOR	22	97 233	9 825	87 408	5	542 373	0,18
CREUSE	23	895 385	293 013	602 372	13	124 470	7,19
DORDOGNE	24	481 751	43 845	437 906	12	388 293	1,24
DOUBS	25	656 659	104 431	552 228	16	499 062	1,32
DROME	26	783 130	319 017	464 113	8	437 778	1,79
EURE	27	450 926	43 050	407 876	14	541 054	0,83
EURE-ET-LOIR	28	1 104 672	303 800	800 872	5	407 665	2,71

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2006
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
FINISTERE	29	832 659	246 538	586 121	9	852 418	0,98
GARD	30	1 071 170	343 191	727 979	7	623 125	1,72
HAUTE-GARONNE	31	308 613	17 148	291 465	4	1 046 338	0,29
GERS	32	106 936	25 702	81 234	1	172 335	0,62
GIRONDE	33	1 392 110	169 096	1 223 014	22	1 287 334	1,08
HERAULT	34	241 814	2 000	239 814	7	896 441	0,27
ILLE-ET-VILAINE	35	812 514	78 403	734 111	19	867 533	0,94
INDRE	36	192 725	28 300	164 425	3	231 139	0,83
INDRE-ET-LOIRE	37	858 038	161 750	696 288	8	554 003	1,55
ISERE	38	521 269	127 772	393 497	12	1 094 006	0,48
JURA	39	337 390	0	337 390	8	250 857	1,34
LANDES	40	476 549	22 850	453 699	15	327 334	1,46
LOIR-ET-CHER	41	112 485	0	112 485	2	314 968	0,36
LOIRE	42	1 747 990	489 740	1 258 250	12	728 524	2,40
HAUTE-LOIRE	43	693 181	122 581	570 600	17	209 113	3,31
LOIRE-ATLANTIQUE	44	1 063 414	106 642	956 772	9	1 134 266	0,94
LOIRET	45	715 791	248 750	467 041	3	618 126	1,16
LOT	46	421 316	19 500	401 816	8	160 197	2,63
LOT-ET-GARONNE	47	615 607	43 923	571 684	9	305 380	2,02
LOZERE	48	43 987	0	43 987	1	73 509	0,60
MAINE-ET-LOIRE	49	411 330	6 791	404 539	12	732 942	0,56
MANCHE	50	851 517	2 200	849 317	13	481 471	1,77
MARNE	51	7 500	7 500	0	1	565 229	0,01
HAUTE-MARNE	52	20 200	10 200	10 000	2	194 873	0,10
MAYENNE	53	193 826	0	193 826	7	285 338	0,68
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	929 226	461 150	468 076	8	713 779	1,30
MEUSE	55	598 049	0	598 049	5	192 198	3,11
MORBIHAN	56	146 177	0	146 177	3	643 873	0,23
MOSELLE	57	726 882	152 650	574 232	9	1 023 447	0,71
NIEVRE	58	307 577	55 133	252 444	8	225 198	1,37

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2006
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
NORD	59	1 505 191	807 747	697 444	19	2 555 020	0,59
OISE	60	540 775	35 975	504 800	10	766 441	0,71
ORNE	61	899 284	22 136	877 148	15	292 337	3,08
PAS-DE-CALAIS	62	1 185 695	273 654	912 041	19	1 441 568	0,82
PUY-DE-DOME	63	273 324	50 975	222 349	8	604 266	0,45
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	1 515 492	146 733	1 368 759	20	600 018	2,53
HAUTES-PYRENEES	65	274 366	30 000	244 366	1	222 368	1,23
PYRENEES-ORIENTALES	66	228 963	0	228 963	4	392 803	0,58
BAS-RHIN	67	577 786	147 570	430 216	9	1 026 120	0,56
HAUT-RHIN	68	49 522	33 099	16 423	4	708 025	0,07
RHONE	69	669 609	337 239	332 370	11	1 578 869	0,42
HAUTE-SAONE	70	549 723	93 985	455 738	10	229 732	2,39
SAONE-ET-LOIRE	71	124 268	10 000	114 268	5	544 893	0,23
SARTHE	72	203 960	0	203 960	7	529 851	0,38
SAVOIE	73	554 932	68 736	486 196	6	373 258	1,49
HAUTE-SAVOIE	74	1 290 536	466 845	823 691	13	631 679	2,04
PARIS	75	79 553	7 500	72 053	4	2 125 246	0,04
SEINE-MARITIME	76	1 830 821	287 825	1 542 996	19	1 239 138	1,48
SEINE-ET-MARNE	77	1 544 806	216 425	1 328 381	19	1 193 767	1,29
YVELINES	78	536 003	0	536 003	7	1 354 304	0,40
DEUX-SEVRES	79	543 253	44 059	499 194	11	344 392	1,58
SOMME	80	215 672	0	215 672	1	555 551	0,39
TARN	81	272 033	10 000	262 033	11	343 402	0,79
TARN-ET-GARONNE	82	284 635	32 400	252 235	6	206 034	1,38
VAR	83	1 177 590	388 913	788 677	10	898 441	1,31
VAUCLUSE	84	127 391	0	127 391	4	499 685	0,25
VENDEE	85	472 766	32 011	440 755	6	539 664	0,88
VIENNE	86	816 604	8 017	808 587	12	399 024	2,05
HAUTE-VIENNE	87	812 555	269 912	542 643	16	353 893	2,30
VOSGES	88	534 883	68 645	466 238	5	380 952	1,40

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2006
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
YONNE	89	327 641	0	327 641	9	333 221	0,98
TERRITOIRE-DE-BELFORT	90	100 450	100 250	200	2	137 408	0,73
ESSONNE	91	335 522	15 000	320 522	6	1 134 238	0,30
HAUTS-DE-SEINE	92	937 381	279 335	658 046	6	1 428 881	0,66
SEINE-SAINT-DENIS	93	1 190 612	129 247	1 061 365	7	1 382 861	0,86
VAL-DE-MARNE	94	921 795	122 121	799 674	3	1 227 250	0,75
VAL-D'OISE	95	1 024 211	110 829	913 382	10	1 105 464	0,93
GUADELOUPE	971	0	0	0	0	422 496	0,00
MARTINIQUE	972	254 562	234 562	20 000	3	381 427	0,67
GUYANE	973	134 573	52 573	82 000	1	157 213	0,86
REUNION	974	98 356	16 000	82 356	2	706 300	0,14
TOTAL		58 129 357	11 513 625	46 615 732	841		

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2006

(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
SEINE-MARITIME	76	1 830 821	287 825	1 542 996	19	1 239 138	1,48
BOUCHES-DU-RHONE	13	1 761 001	855 224	905 777	11	1 835 719	0,96
LOIRE	42	1 747 990	489 740	1 258 250	12	728 524	2,40
ARDECHE	07	1 604 855	467 572	1 137 283	26	286 023	5,61
SEINE-ET-MARNE	77	1 544 806	216 425	1 328 381	19	1 193 767	1,29
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	1 515 492	146 733	1 368 759	20	600 018	2,53
NORD	59	1 505 191	807 747	697 444	19	2 555 020	0,59
GIRONDE	33	1 392 110	169 096	1 223 014	22	1 287 334	1,08
HAUTE-SAVOIE	74	1 290 536	466 845	823 691	13	631 679	2,04
CHARENTE-MARITIME	17	1 274 128	89 749	1 184 379	22	557 024	2,29
SEINE-SAINT-DENIS	93	1 190 612	129 247	1 061 365	7	1 382 861	0,86
PAS-DE-CALAIS	62	1 185 695	273 654	912 041	19	1 441 568	0,82
VAR	83	1 177 590	388 913	788 677	10	898 441	1,31
AIN	01	1 169 792	90 262	1 079 530	28	515 270	2,27
EURE-ET-LOIR	28	1 104 672	303 800	800 872	5	407 665	2,71
GARD	30	1 071 170	343 191	727 979	7	623 125	1,72
LOIRE-ATLANTIQUE	44	1 063 414	106 642	956 772	9	1 134 266	0,94
VAL-D'OISE	95	1 024 211	110 829	913 382	10	1 105 464	0,93
ALLIER	03	943 448	208 758	734 690	6	344 721	2,74
HAUTS-DE-SEINE	92	937 381	279 335	658 046	6	1 428 881	0,66
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	929 226	461 150	468 076	8	713 779	1,30
VAL-DE-MARNE	94	921 795	122 121	799 674	3	1 227 250	0,75
ORNE	61	899 284	22 136	877 148	15	292 337	3,08
CREUSE	23	895 385	293 013	602 372	13	124 470	7,19
ALPES-MARITIMES	06	864 145	368 862	495 283	7	1 011 326	0,85
INDRE-ET-LOIRE	37	858 038	161 750	696 288	8	554 003	1,55
MANCHE	50	851 517	2 200	849 317	13	481 471	1,77
FINISTERE	29	832 659	246 538	586 121	9	852 418	0,98
VIENNE	86	816 604	8 017	808 587	12	399 024	2,05
HAUTE-VIENNE	87	812 555	269 912	542 643	16	353 893	2,30

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2006

(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ILLE-ET-VILAINE	35	812 514	78 403	734 111	19	867 533	0,94
DROME	26	783 130	319 017	464 113	8	437 778	1,79
AVEYRON	12	772 807	101 159	671 648	9	263 808	2,93
CHARENTE	16	742 666	123 874	618 792	19	339 628	2,19
MOSELLE	57	726 882	152 650	574 232	9	1 023 447	0,71
LOIRET	45	715 791	248 750	467 041	3	618 126	1,16
CALVADOS	14	707 721	23 585	684 136	6	648 385	1,09
HAUTE-LOIRE	43	693 181	122 581	570 600	17	209 113	3,31
RHONE	69	669 609	337 239	332 370	11	1 578 869	0,42
DOUBS	25	656 659	104 431	552 228	16	499 062	1,32
CANTAL	15	643 798	0	643 798	8	150 778	4,27
LOT-ET-GARONNE	47	615 607	43 923	571 684	9	305 380	2,02
MEUSE	55	598 049	0	598 049	5	192 198	3,11
BAS-RHIN	67	577 786	147 570	430 216	9	1 026 120	0,56
SAVOIE	73	554 932	68 736	486 196	6	373 258	1,49
HAUTE-SAONE	70	549 723	93 985	455 738	10	229 732	2,39
DEUX-SEVRES	79	543 253	44 059	499 194	11	344 392	1,58
OISE	60	540 775	35 975	504 800	10	766 441	0,71
YVELINES	78	536 003	0	536 003	7	1 354 304	0,40
VOSGES	88	534 883	68 645	466 238	5	380 952	1,40
ISERE	38	521 269	127 772	393 497	12	1 094 006	0,48
DORDOGNE	24	481 751	43 845	437 906	12	388 293	1,24
LANDES	40	476 549	22 850	453 699	15	327 334	1,46
VENDEE	85	472 766	32 011	440 755	6	539 664	0,88
COTE-D'OR	21	470 660	0	470 660	12	506 755	0,93
EURE	27	450 926	43 050	407 876	14	541 054	0,83
LOT	46	421 316	19 500	401 816	8	160 197	2,63
MAINE-ET-LOIRE	49	411 330	6 791	404 539	12	732 942	0,56
CORREZE	19	338 041	84 150	253 891	12	232 576	1,45
JURA	39	337 390	0	337 390	8	250 857	1,34

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2006

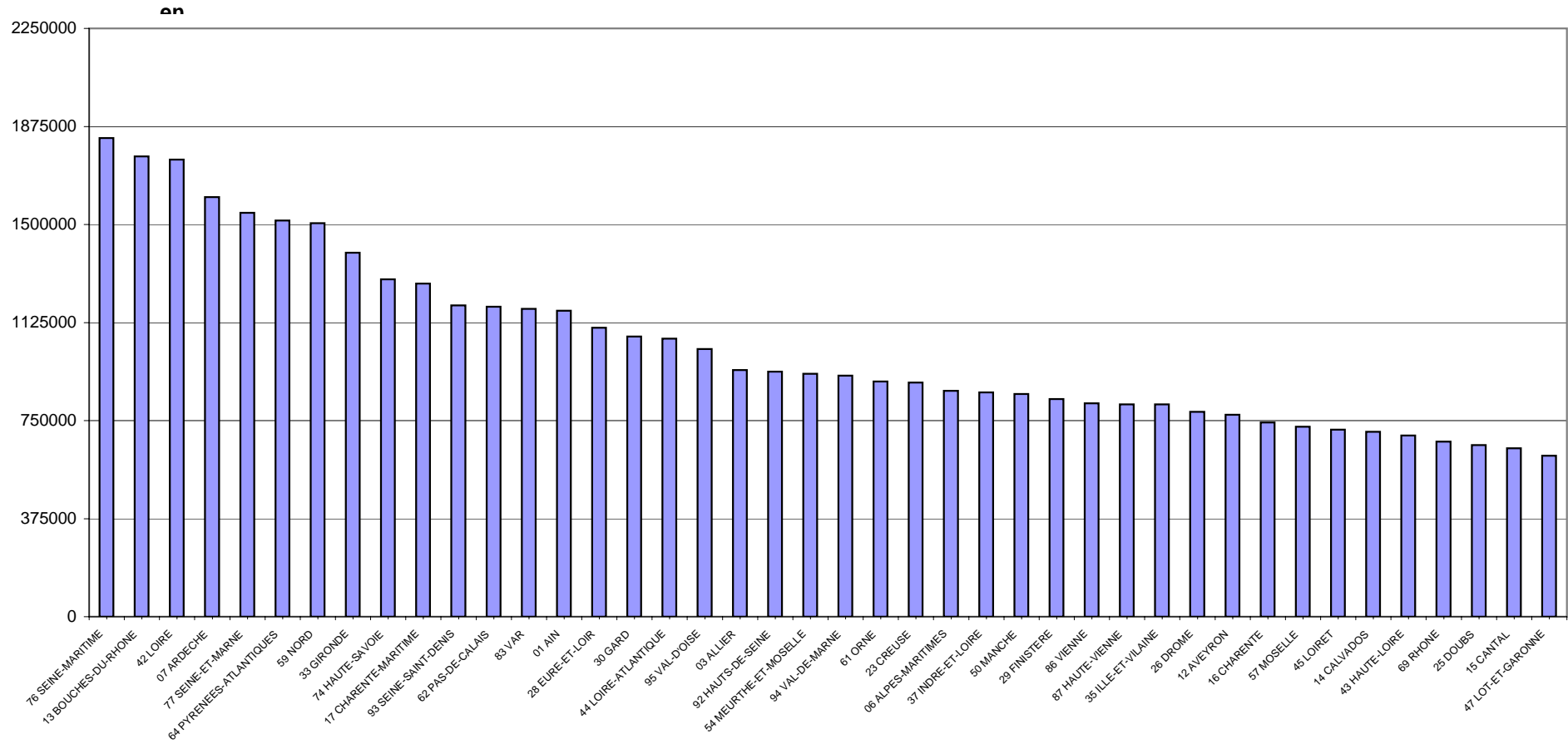
(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ESSONNE	91	335 522	15 000	320 522	6	1 134 238	0,30
YONNE	89	327 641	0	327 641	9	333 221	0,98
HAUTE-GARONNE	31	308 613	17 148	291 465	4	1 046 338	0,29
NIEVRE	58	307 577	55 133	252 444	8	225 198	1,37
TARN-ET-GARONNE	82	284 635	32 400	252 235	6	206 034	1,38
HAUTES-PYRENEES	65	274 366	30 000	244 366	1	222 368	1,23
PUY-DE-DOME	63	273 324	50 975	222 349	8	604 266	0,45
TARN	81	272 033	10 000	262 033	11	343 402	0,79
MARTINIQUE	972	254 562	234 562	20 000	3	381 427	0,67
HERAULT	34	241 814	2 000	239 814	7	896 441	0,27
PYRENEES-ORIENTALES	66	228 963	0	228 963	4	392 803	0,58
SOMME	80	215 672	0	215 672	1	555 551	0,39
SARTHE	72	203 960	0	203 960	7	529 851	0,38
MAYENNE	53	193 826	0	193 826	7	285 338	0,68
INDRE	36	192 725	28 300	164 425	3	231 139	0,83
MORBIHAN	56	146 177	0	146 177	3	643 873	0,23
GUYANE	973	134 573	52 573	82 000	1	157 213	0,86
VAUCLUSE	84	127 391	0	127 391	4	499 685	0,25
SAONE-ET-LOIRE	71	124 268	10 000	114 268	5	544 893	0,23
AISNE	02	114 888	0	114 888	4	535 842	0,21
AUDE	11	113 423	0	113 423	3	309 770	0,37
LOIR-ET-CHER	41	112 485	0	112 485	2	314 968	0,36
GERS	32	106 936	25 702	81 234	1	172 335	0,62
HAUTES-ALPES	05	106 233	34 671	71 562	4	121 419	0,87
ARDENNES	08	105 347	33 950	71 397	1	290 130	0,36
TERRITOIRE-DE-BELFORT	90	100 450	100 250	200	2	137 408	0,73
REUNION	974	98 356	16 000	82 356	2	706 300	0,14
COTES-D'ARMOR	22	97 233	9 825	87 408	5	542 373	0,18
CHER	18	92 772	0	92 772	2	314 428	0,30
PARIS	75	79 553	7 500	72 053	4	2 125 246	0,04

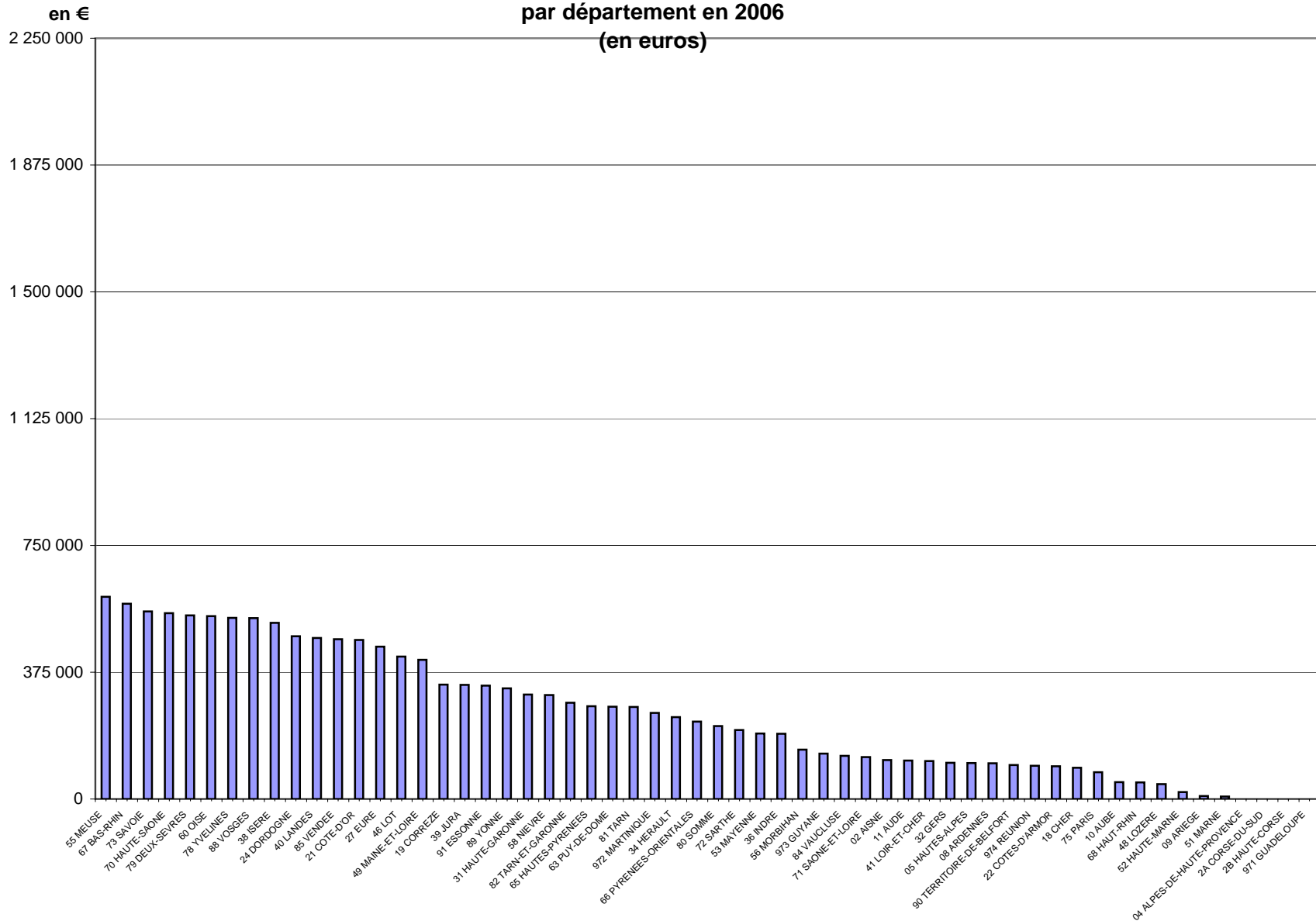
REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2006
(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
AUBE	10	50 000	15 000	35 000	2	292 131	0,17
HAUT-RHIN	68	49 522	33 099	16 423	4	708 025	0,07
LOZERE	48	43 987	0	43 987	1	73 509	0,60
HAUTE-MARNE	52	20 200	10 200	10 000	2	194 873	0,10
ARIEGE	09	8 940	0	8 940	1	137 205	0,07
MARNE	51	7 500	7 500	0	1	565 229	0,01
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	0	0	0	0	139 561	0,00
CORSE-DU-SUD	2A	0	0	0	0	118 593	0,00
HAUTE-CORSE	2B	0	0	0	0	141 603	0,00
GUADELOUPE	971	0	0	0	0	422 496	0,00
TOTAL		58 129 357	11 513 625	46 615 732	841		

**Montant cumulé des subventions FISAC
par département en 2006
(en euros)**



**Montant cumulé des subventions FISAC
par département en 2006
(en euros)**



REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2006

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
CREUSE	23	895 385	293 013	602 372	13	124 470	7,19
ARDECHE	07	1 604 855	467 572	1 137 283	26	286 023	5,61
CANTAL	15	643 798	0	643 798	8	150 778	4,27
HAUTE-LOIRE	43	693 181	122 581	570 600	17	209 113	3,31
MEUSE	55	598 049	0	598 049	5	192 198	3,11
ORNE	61	899 284	22 136	877 148	15	292 337	3,08
AVEYRON	12	772 807	101 159	671 648	9	263 808	2,93
ALLIER	03	943 448	208 758	734 690	6	344 721	2,74
EURE-ET-LOIR	28	1 104 672	303 800	800 872	5	407 665	2,71
LOT	46	421 316	19 500	401 816	8	160 197	2,63
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	1 515 492	146 733	1 368 759	20	600 018	2,53
LOIRE	42	1 747 990	489 740	1 258 250	12	728 524	2,40
HAUTE-SAONE	70	549 723	93 985	455 738	10	229 732	2,39
HAUTE-VIENNE	87	812 555	269 912	542 643	16	353 893	2,30
CHARENTE-MARITIME	17	1 274 128	89 749	1 184 379	22	557 024	2,29
AIN	01	1 169 792	90 262	1 079 530	28	515 270	2,27
CHARENTE	16	742 666	123 874	618 792	19	339 628	2,19
VIENNE	86	816 604	8 017	808 587	12	399 024	2,05
HAUTE-SAVOIE	74	1 290 536	466 845	823 691	13	631 679	2,04
LOT-ET-GARONNE	47	615 607	43 923	571 684	9	305 380	2,02
DROME	26	783 130	319 017	464 113	8	437 778	1,79
MANCHE	50	851 517	2 200	849 317	13	481 471	1,77
GARD	30	1 071 170	343 191	727 979	7	623 125	1,72
DEUX-SEVRES	79	543 253	44 059	499 194	11	344 392	1,58
INDRE-ET-LOIRE	37	858 038	161 750	696 288	8	554 003	1,55
SAVOIE	73	554 932	68 736	486 196	6	373 258	1,49
SEINE-MARITIME	76	1 830 821	287 825	1 542 996	19	1 239 138	1,48
LANDES	40	476 549	22 850	453 699	15	327 334	1,46
CORREZE	19	338 041	84 150	253 891	12	232 576	1,45
VOSGES	88	534 883	68 645	466 238	5	380 952	1,40

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2006

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
TARN-ET-GARONNE	82	284 635	32 400	252 235	6	206 034	1,38
NIEVRE	58	307 577	55 133	252 444	8	225 198	1,37
JURA	39	337 390	0	337 390	8	250 857	1,34
DOUBS	25	656 659	104 431	552 228	16	499 062	1,32
VAR	83	1 177 590	388 913	788 677	10	898 441	1,31
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	929 226	461 150	468 076	8	713 779	1,30
SEINE-ET-MARNE	77	1 544 806	216 425	1 328 381	19	1 193 767	1,29
DORDOGNE	24	481 751	43 845	437 906	12	388 293	1,24
HAUTES-PYRENEES	65	274 366	30 000	244 366	1	222 368	1,23
LOIRET	45	715 791	248 750	467 041	3	618 126	1,16
CALVADOS	14	707 721	23 585	684 136	6	648 385	1,09
GIRONDE	33	1 392 110	169 096	1 223 014	22	1 287 334	1,08
YONNE	89	327 641	0	327 641	9	333 221	0,98
FINISTERE	29	832 659	246 538	586 121	9	852 418	0,98
BOUCHES-DU-RHONE	13	1 761 001	855 224	905 777	11	1 835 719	0,96
LOIRE-ATLANTIQUE	44	1 063 414	106 642	956 772	9	1 134 266	0,94
ILLE-ET-VILAINE	35	812 514	78 403	734 111	19	867 533	0,94
COTE-D'OR	21	470 660	0	470 660	12	506 755	0,93
VAL-D'OISE	95	1 024 211	110 829	913 382	10	1 105 464	0,93
VENDEE	85	472 766	32 011	440 755	6	539 664	0,88
HAUTES-ALPES	05	106 233	34 671	71 562	4	121 419	0,87
SEINE-SAINT-DENIS	93	1 190 612	129 247	1 061 365	7	1 382 861	0,86
GUYANE	973	134 573	52 573	82 000	1	157 213	0,86
ALPES-MARITIMES	06	864 145	368 862	495 283	7	1 011 326	0,85
INDRE	36	192 725	28 300	164 425	3	231 139	0,83
EURE	27	450 926	43 050	407 876	14	541 054	0,83
PAS-DE-CALAIS	62	1 185 695	273 654	912 041	19	1 441 568	0,82
TARN	81	272 033	10 000	262 033	11	343 402	0,79
VAL-DE-MARNE	94	921 795	122 121	799 674	3	1 227 250	0,75
TERRITOIRE-DE-BELFORT	90	100 450	100 250	200	2	137 408	0,73

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2006

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
MOSELLE	57	726 882	152 650	574 232	9	1 023 447	0,71
OISE	60	540 775	35 975	504 800	10	766 441	0,71
MAYENNE	53	193 826	0	193 826	7	285 338	0,68
MARTINIQUE	972	254 562	234 562	20 000	3	381 427	0,67
HAUTS-DE-SEINE	92	937 381	279 335	658 046	6	1 428 881	0,66
GERS	32	106 936	25 702	81 234	1	172 335	0,62
LOZERE	48	43 987	0	43 987	1	73 509	0,60
NORD	59	1 505 191	807 747	697 444	19	2 555 020	0,59
PYRENEES-ORIENTALES	66	228 963	0	228 963	4	392 803	0,58
BAS-RHIN	67	577 786	147 570	430 216	9	1 026 120	0,56
MAINE-ET-LOIRE	49	411 330	6 791	404 539	12	732 942	0,56
ISERE	38	521 269	127 772	393 497	12	1 094 006	0,48
PUY-DE-DOME	63	273 324	50 975	222 349	8	604 266	0,45
RHONE	69	669 609	337 239	332 370	11	1 578 869	0,42
YVELINES	78	536 003	0	536 003	7	1 354 304	0,40
SOMME	80	215 672	0	215 672	1	555 551	0,39
SARTHE	72	203 960	0	203 960	7	529 851	0,38
AUDE	11	113 423	0	113 423	3	309 770	0,37
ARDENNES	08	105 347	33 950	71 397	1	290 130	0,36
LOIR-ET-CHER	41	112 485	0	112 485	2	314 968	0,36
ESSONNE	91	335 522	15 000	320 522	6	1 134 238	0,30
CHER	18	92 772	0	92 772	2	314 428	0,30
HAUTE-GARONNE	31	308 613	17 148	291 465	4	1 046 338	0,29
HERAULT	34	241 814	2 000	239 814	7	896 441	0,27
VAUCLUSE	84	127 391	0	127 391	4	499 685	0,25
SAONE-ET-LOIRE	71	124 268	10 000	114 268	5	544 893	0,23
MORBIHAN	56	146 177	0	146 177	3	643 873	0,23
AISNE	02	114 888	0	114 888	4	535 842	0,21
COTES-D'ARMOR	22	97 233	9 825	87 408	5	542 373	0,18
AUBE	10	50 000	15 000	35 000	2	292 131	0,17

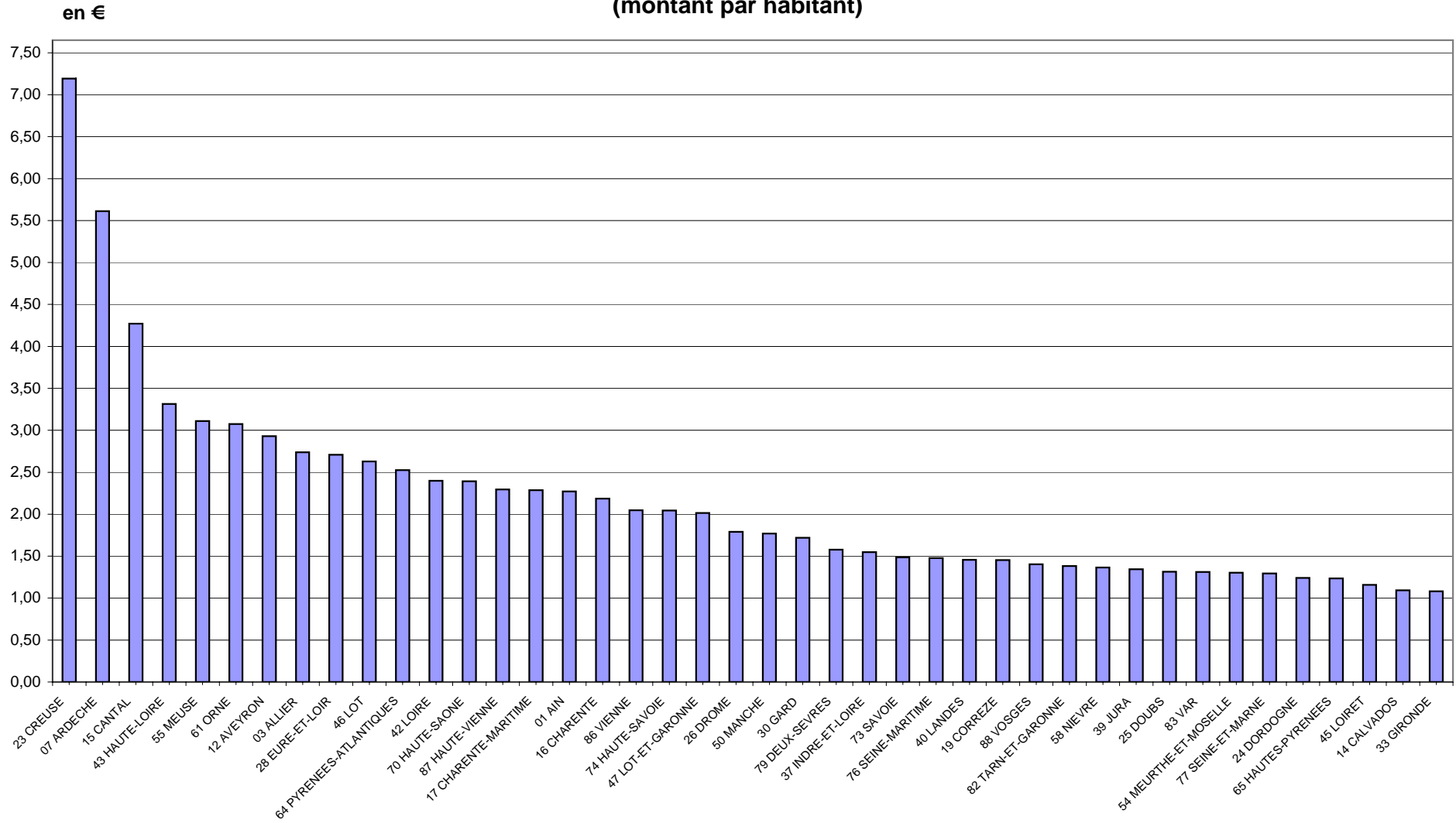
**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION**

en 2006

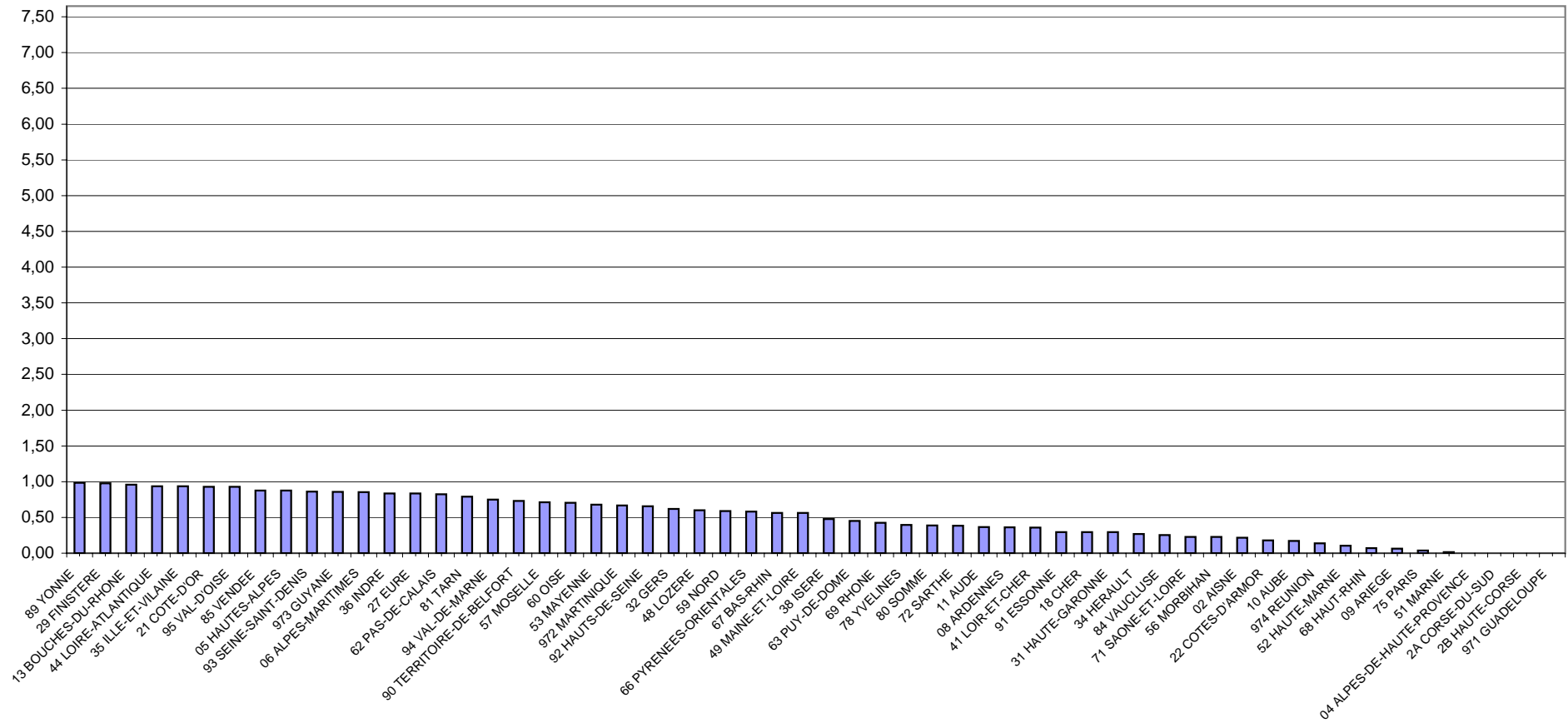
(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
REUNION	974	98 356	16 000	82 356	2	706 300	0,14
HAUTE-MARNE	52	20 200	10 200	10 000	2	194 873	0,10
HAUT-RHIN	68	49 522	33 099	16 423	4	708 025	0,07
ARIEGE	09	8 940	0	8 940	1	137 205	0,07
PARIS	75	79 553	7 500	72 053	4	2 125 246	0,04
MARNE	51	7 500	7 500	0	1	565 229	0,01
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	0	0	0	0	139 561	0,00
CORSE-DU-SUD	2A	0	0	0	0	118 593	0,00
HAUTE-CORSE	2B	0	0	0	0	141 603	0,00
GUADELOUPE	971	0	0	0	0	422 496	0,00
TOTAL		58 129 357	11 513 625	46 615 732	841		

**Subventions FISAC
par département en 2006
(montant par habitant)**



**Subventions FISAC
par département en 2006
(montant par habitant)**



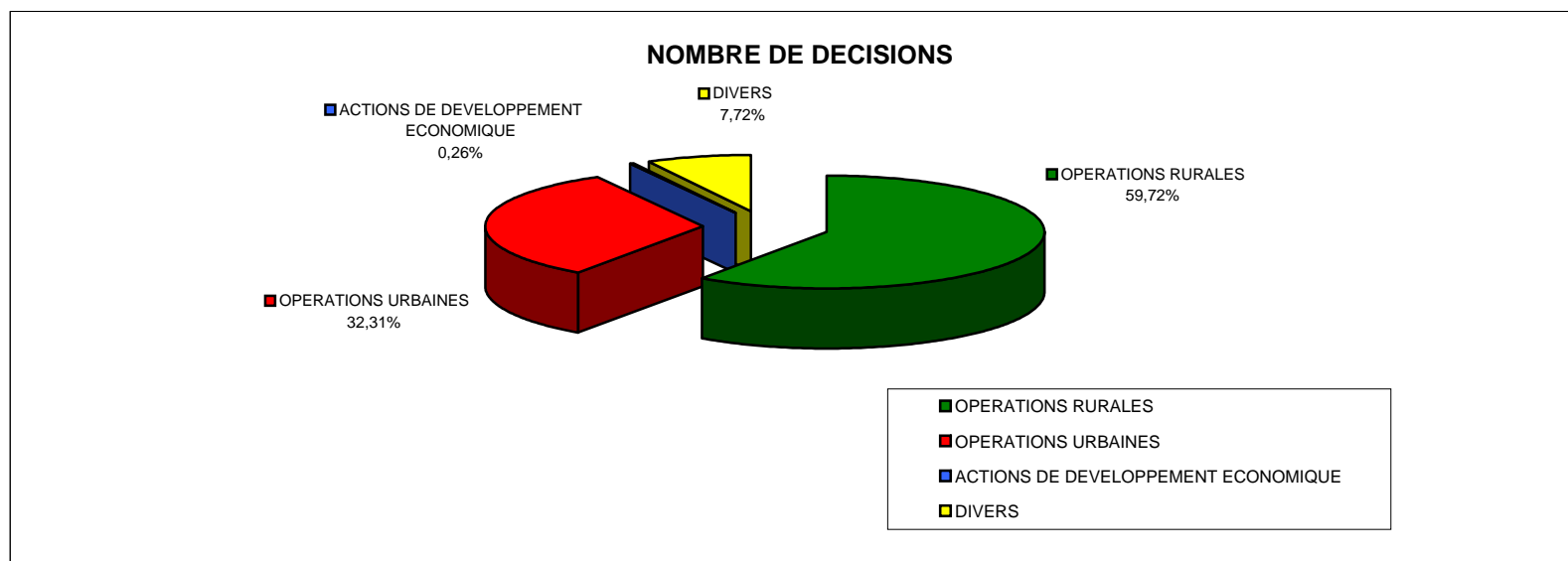
FISAC
Synthèses
1992-2006

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR TYPE D'OPERATION
de 1992 à 2006
(en euros)

TYPE OPERATION	DECISIONS	FONCT	INVEST	TOTAL
OPERATIONS RURALES	6 462	36 274 989	177 564 130	213 839 119
OPERATIONS URBAINES	3 496	118 304 088	236 252 336	354 556 424
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	28	173 762 244	0	173 762 244
DIVERS	835	72 184 051	30 345 772	102 529 823
TOTAL	10 821	400 525 372	444 162 238	844 687 610

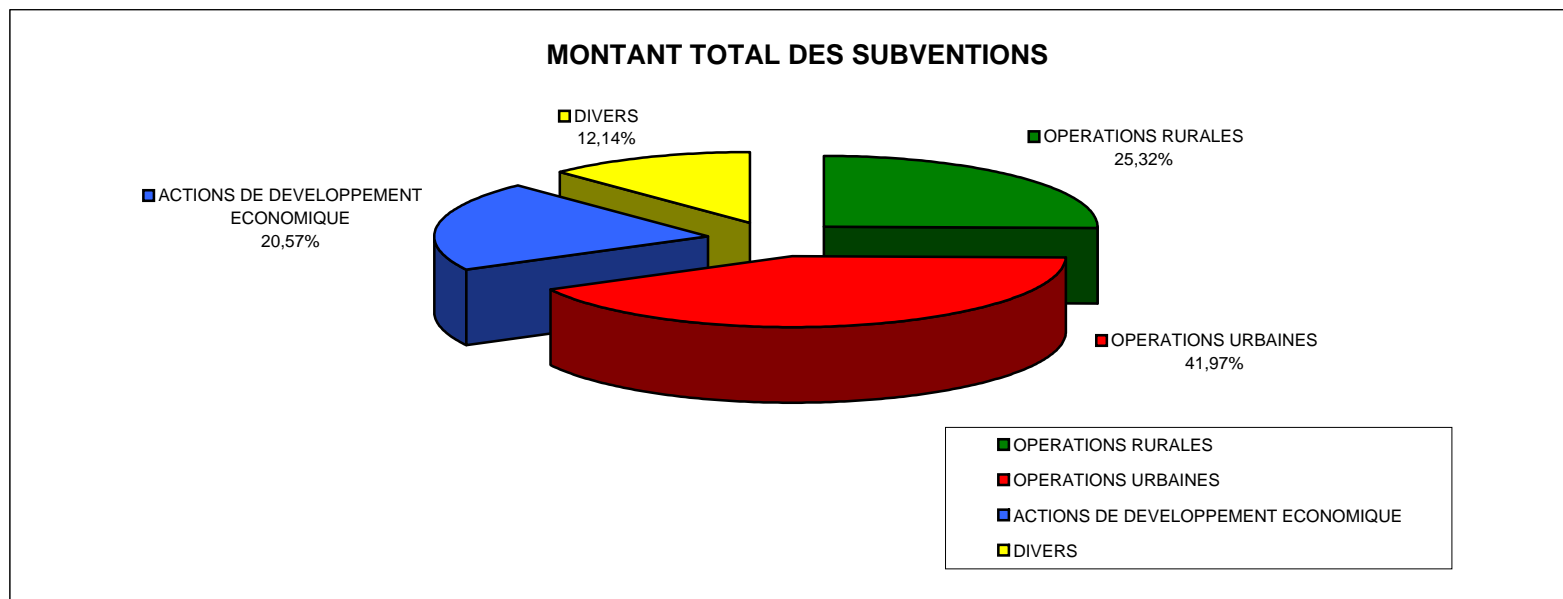
REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR TYPE D'OPERATION
de 1992 à 2006
(nombre de décisions)

TYPE OPERATION	NOMBRE DE DECISIONS
OPERATIONS RURALES	6 462
OPERATIONS URBAINES	3 496
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	28
DIVERS	835
TOTAL	10 821



REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR TYPE D'OPERATION
de 1992 à 2006
(en euros)

TYPE OPERATION	MONTANT TOTAL DES SUBVENTIONS
OPERATIONS RURALES	213 839 119
OPERATIONS URBAINES	354 556 424
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	173 762 244
DIVERS	102 529 823
TOTAL	844 687 610



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS
PAR TYPE D'OPERATION DETAILLE
de 1992 à 2006**

TYPE D'OPERATION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE
Opérations exclusivement rurales jusqu'en 2002	103 640 567	26 752 369	76 888 198	3 987
Opérations exclusivement rurales à partir de 2003				
OPERATIONS RURALES INDIVIDUELLES	57 295 783	0	57 295 783	1 691
OPERATIONS COLLECTIVES DE MODERNISATION EN MILIEU RURAL	32 490 343	8 895 304	23 595 039	208
OPERATIONS D'AMENAGEMENT DANS LES COMMUNES RURALES	9 549 606	55 485	9 494 121	219
HALLES ET MARCHES	1 816 089	0	1 816 089	48
Opérations exclusivement urbaines jusqu'en 2002	209 545 980	82 710 721	126 835 259	2 364
Opérations exclusivement urbaines à partir de 2003				
OPERATIONS URBAINES	119 949 521	37 447 315	82 502 206	809
dont AIDE AUX QUARTIERS EN DIFFICULTE	3 684 141	1 142 552	2 541 589	23
HALLES ET MARCHES	14 312 736	1 378 113	12 934 623	140
Opérations rurales ou urbaines jusqu'en 2002				
EQUIPEMENTS COLLECTIFS	7 713 604	1 197 200	6 516 404	149
HALLES ET MARCHÉ(1)	17 081 313	1 142 570	15 938 743	343
Actions de développement économique	173 762 244	173 762 244	0	28
Divers jusqu'en 2002	54 341 887	26 958 102	27 383 785	465
Divers à partir de 2003				
ACTIONS SPECIFIQUES COLLECTIVES NATIONALES	33 726 393	33 726 393	0	29
AIDE AUX COMMERCANTS ET ARTISANS SINISTRES	8 594 040	8 594 040	0	24
BIENS CULTURELS	3 154 800	255 592	2 899 208	112
ETUDES	2 712 704	2 649 924	62 780	205
TOTAL	849 687 610	405 525 372	444 162 238	10 821

(1) Opération classée sous une rubrique distincte (HM) de 1992 à 1999 puis enregistrée en opération rurale ou en opération urbaine à partir du 21,06,1999.

**Présentation
par
région**

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION
TOUS TYPES D'OPERATION
de 1992 à 2006
(classement alphabétique)

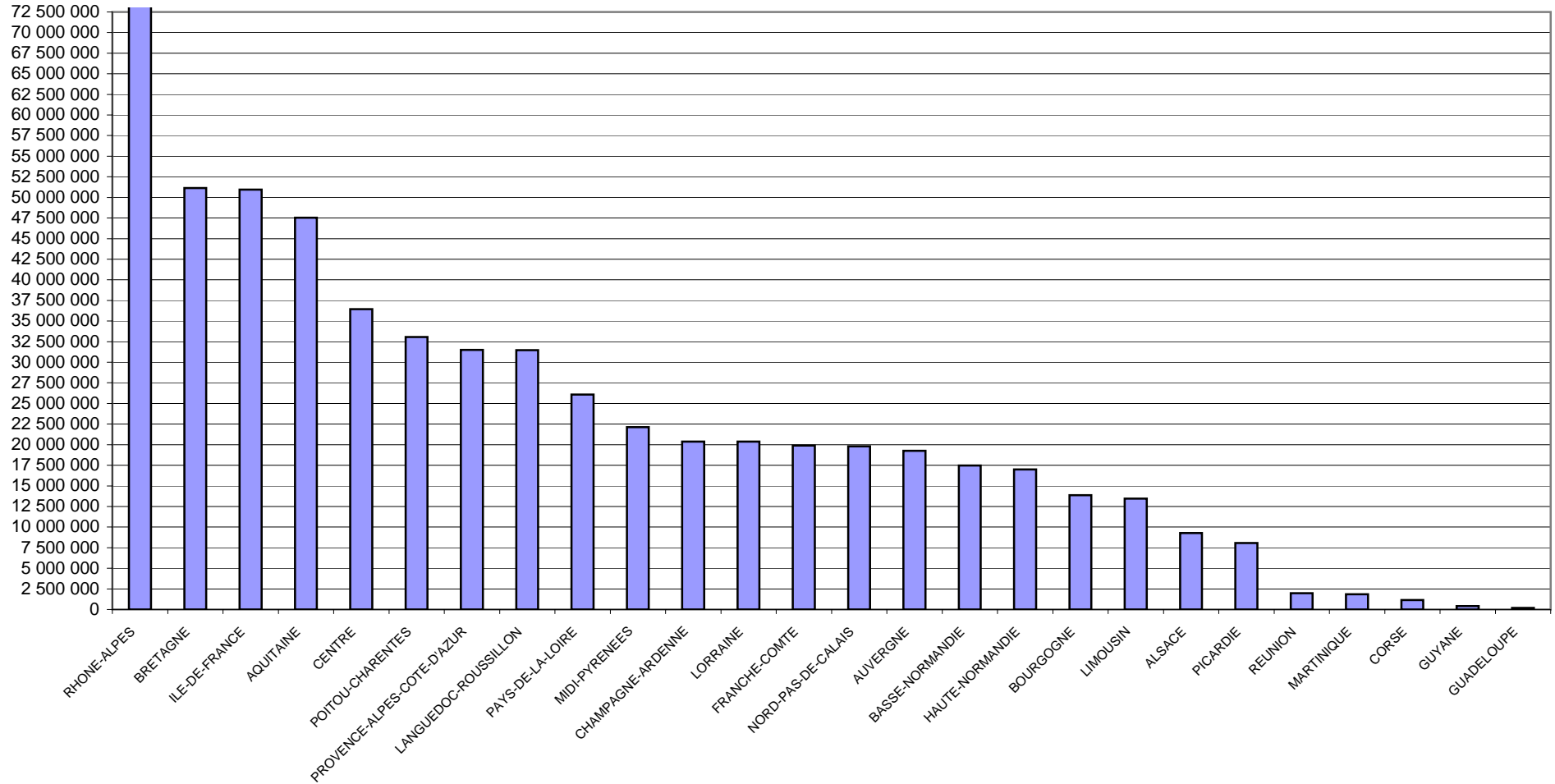
REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ALSACE	9 280 788	2 038 470	7 242 318	192	1 734 145	5,35
AQUITAINE	47 535 837	11 436 179	36 099 658	882	2 908 359	16,34
AUVERGNE	19 269 184	7 514 628	11 754 556	449	1 308 878	14,72
BASSE-NORMANDIE	17 475 341	3 482 929	13 992 412	368	1 422 193	12,29
BOURGOGNE	13 854 497	2 653 159	11 201 338	402	1 610 067	8,60
BRETAGNE	51 144 426	14 978 179	36 166 247	838	2 906 197	17,60
CENTRE	36 456 629	10 262 788	26 193 841	590	2 440 329	14,94
CHAMPAGNE-ARDENNE	20 384 680	7 828 905	12 555 775	256	1 342 363	15,19
CORSE	1 158 908	1 042 262	116 646	20	260 196	4,45
FRANCHE-COMTE	19 899 353	5 099 749	13 799 604	549	1 117 059	17,81
GUADELOUPE	200 360	75 382	124 978	5	422 496	0,47
GUYANE	421 635	113 553	308 082	6	157 300	2,68
HAUTE-NORMANDIE	16 999 853	3 677 132	13 322 721	272	1 780 192	9,55
ILE-DE-FRANCE	50 937 772	10 438 760	40 499 012	676	10 952 011	4,65
LANGUEDOC-ROUSSILLON	31 461 636	5 205 671	26 255 965	367	2 295 648	13,70
LIMOUSIN	13 442 589	3 301 583	10 141 006	316	710 939	18,91
LORRAINE	20 366 849	6 135 361	14 231 488	246	2 310 376	8,82
MARTINIQUE	1 863 248	698 666	1 164 582	24	381 427	4,88
MIDI-PYRENEES	22 116 619	6 643 040	15 473 579	532	2 551 687	8,67
NORD-PAS-DE-CALAIS	19 787 766	7 882 410	11 905 356	341	3 996 588	4,95
PAYS-DE-LA-LOIRE	26 072 286	5 605 753	20 466 533	580	3 222 061	8,09
PICARDIE	8 052 366	1 832 188	6 220 178	189	1 857 481	4,34
POITOU-CHARENTES	33 071 502	5 742 685	27 328 817	831	1 640 068	20,16
PROVENCE-ALPES-COTE- D'AZUR	31 490 276	12 822 453	18 667 823	419	4 506 151	6,99
REUNION	1 968 136	571 676	1 396 460	14	705 100	2,79
RHONE-ALPES	80 016 455	26 304 169	53 712 283	1292	5 645 407	14,17
TOTAL	594 728 988	163 387 730	430 341 258	10 656		

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION
TOUS TYPES D'OPERATION
de 1992 à 2006
(classement par montant de subvention)

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
RHONE-ALPES	80 016 455	26 304 169	53 712 283	1292	5 645 407	14,17
BRETAGNE	51 144 426	14 978 179	36 166 247	838	2 906 197	17,60
ILE-DE-FRANCE	50 937 772	10 438 760	40 499 012	676	10 952 011	4,65
AQUITAINE	47 535 837	11 436 179	36 099 658	882	2 908 359	16,34
CENTRE	36 456 629	10 262 788	26 193 841	590	2 440 329	14,94
POITOU-CHARENTES	33 071 502	5 742 685	27 328 817	831	1 640 068	20,16
PROVENCE-ALPES-COTE- D'AZUR	31 490 276	12 822 453	18 667 823	419	4 506 151	6,99
LANGUEDOC-ROUSSILLON	31 461 636	5 205 671	26 255 965	367	2 295 648	13,70
PAYS-DE-LA-LOIRE	26 072 286	5 605 753	20 466 533	580	3 222 061	8,09
MIDI-PYRENEES	22 116 619	6 643 040	15 473 579	532	2 551 687	8,67
CHAMPAGNE-ARDENNE	20 384 680	7 828 905	12 555 775	256	1 342 363	15,19
LORRAINE	20 366 849	6 135 361	14 231 488	246	2 310 376	8,82
FRANCHE-COMTE	19 899 353	5 099 749	13 799 604	549	1 117 059	17,81
NORD-PAS-DE-CALAIS	19 787 766	7 882 410	11 905 356	341	3 996 588	4,95
AUVERGNE	19 269 184	7 514 628	11 754 556	449	1 308 878	14,72
BASSE-NORMANDIE	17 475 341	3 482 929	13 992 412	368	1 422 193	12,29
HAUTE-NORMANDIE	16 999 853	3 677 132	13 322 721	272	1 780 192	9,55
BOURGOGNE	13 854 497	2 653 159	11 201 338	402	1 610 067	8,60
LIMOUSIN	13 442 589	3 301 583	10 141 006	316	710 939	18,91
ALSACE	9 280 788	2 038 470	7 242 318	192	1 734 145	5,35
PICARDIE	8 052 366	1 832 188	6 220 178	189	1 857 481	4,34
REUNION	1 968 136	571 676	1 396 460	14	705 100	2,79
MARTINIQUE	1 863 248	698 666	1 164 582	24	381 427	4,88
CORSE	1 158 908	1 042 262	116 646	20	260 196	4,45
GUYANE	421 635	113 553	308 082	6	157 300	2,68
GUADELOUPE	200 360	75 382	124 978	5	422 496	0,47
TOTAL	594 728 991	163 387 730	430 341 258	10 656		

**Montant cumulé des subventions FISAC
par région de 1992 à 2006
(en euros)**

en €

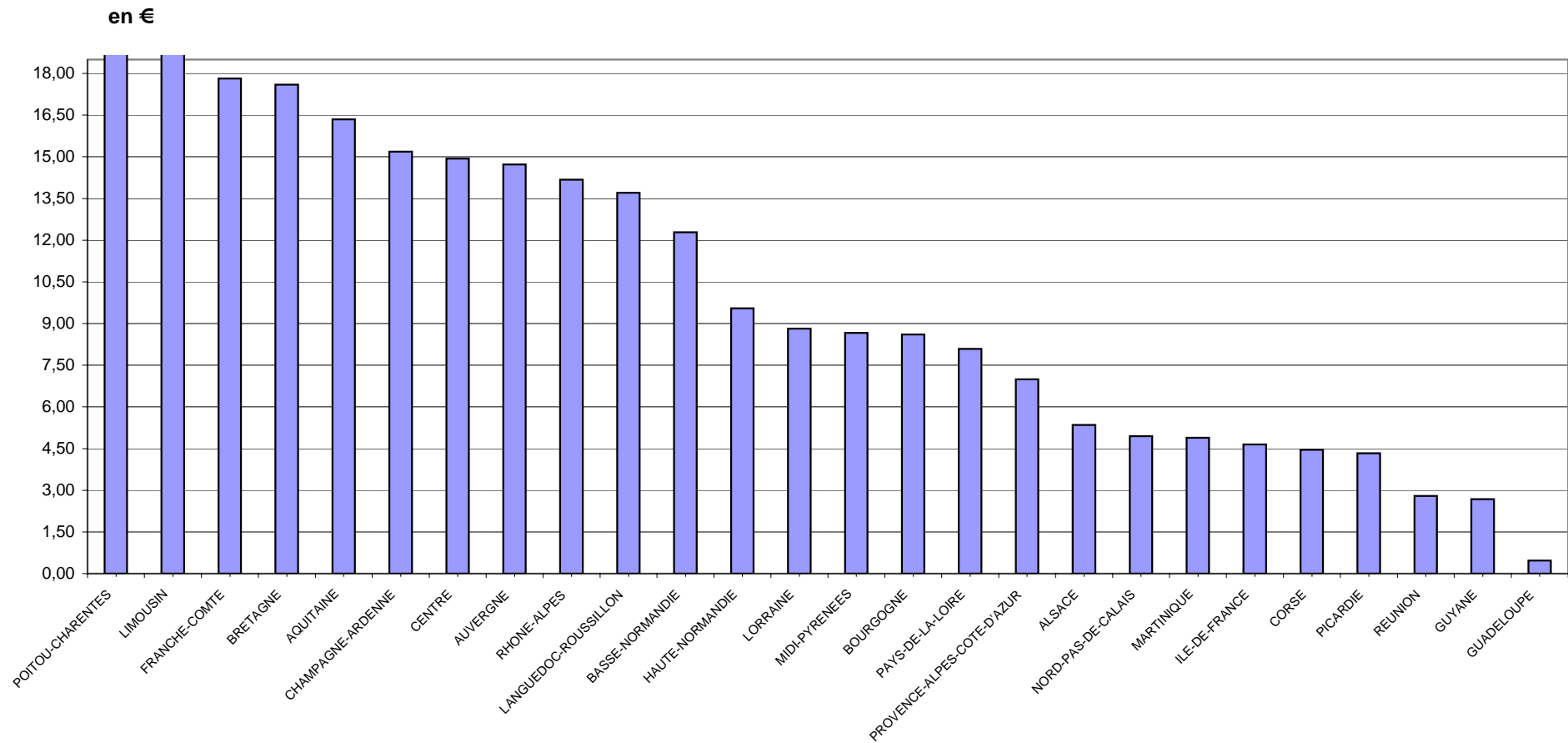


REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION
TOUS TYPES D'OPERATION
de 1992 à 2006

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
POITOU-CHARENTES	33 071 502	5 742 685	27 328 817	831	1 640 068	20,16
LIMOUSIN	13 442 589	3 301 583	10 141 006	316	710 939	18,91
FRANCHE-COMTE	19 899 353	5 099 749	13 799 604	549	1 117 059	17,81
BRETAGNE	51 144 426	14 978 179	36 166 247	838	2 906 197	17,60
AQUITAINE	47 535 837	11 436 179	36 099 658	882	2 908 359	16,34
CHAMPAGNE-ARDENNE	20 384 680	7 828 905	12 555 775	256	1 342 363	15,19
CENTRE	36 456 629	10 262 788	26 193 841	590	2 440 329	14,94
AUVERGNE	19 269 184	7 514 628	11 754 556	449	1 308 878	14,72
RHONE-ALPES	80 016 455	26 304 169	53 712 283	1292	5 645 407	14,17
LANGUEDOC-ROUSSILLON	31 461 636	5 205 671	26 255 965	367	2 295 648	13,70
BASSE-NORMANDIE	17 475 341	3 482 929	13 992 412	368	1 422 193	12,29
HAUTE-NORMANDIE	16 999 853	3 677 132	13 322 721	272	1 780 192	9,55
LORRAINE	20 366 849	6 135 361	14 231 488	246	2 310 376	8,82
MIDI-PYRENEES	22 116 619	6 643 040	15 473 579	532	2 551 687	8,67
BOURGOGNE	13 854 497	2 653 159	11 201 338	402	1 610 067	8,60
PAYS-DE-LA-LOIRE	26 072 286	5 605 753	20 466 533	580	3 222 061	8,09
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	31 490 276	12 822 453	18 667 823	419	4 506 151	6,99
ALSACE	9 280 788	2 038 470	7 242 318	192	1 734 145	5,35
NORD-PAS-DE-CALAIS	19 787 766	7 882 410	11 905 356	341	3 996 588	4,95
MARTINIQUE	1 863 248	698 666	1 164 582	24	381 427	4,88
ILE-DE-FRANCE	50 937 772	10 438 760	40 499 012	676	10 952 011	4,65
CORSE	1 158 908	1 042 262	116 646	20	260 196	4,45
PICARDIE	8 052 366	1 832 188	6 220 178	189	1 857 481	4,34
REUNION	1 968 136	571 676	1 396 460	14	705 100	2,79
GUYANE	421 635	113 553	308 082	6	157 300	2,68
GUADELOUPE	200 360	75 382	124 978	5	422 496	0,47
TOTAL	594 728 991	163 387 730	430 341 258	10 656		

**Subventions FISAC
par région de 1992 à 2006
(montant par habitant)**



**Présentation
par
département**

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
de 1992 à 2006
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
AIN	01	10 159 325	2 052 612	8 106 713	226	515 270	19,72
AISNE	02	3 864 365	894 137	2 970 228	78	535 842	7,21
ALLIER	03	2 785 359	720 236	2 065 123	51	344 721	8,08
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	1 379 283	571 290	807 993	39	139 561	9,88
HAUTES-ALPES	05	2 335 893	1 039 227	1 296 666	47	121 419	19,24
ALPES-MARITIMES	06	5 354 538	2 401 474	2 953 064	66	1 011 326	5,29
ARDECHE	07	10 143 607	2 146 101	7 997 506	223	286 023	35,46
ARDENNES	08	4 896 145	1 924 366	2 971 779	77	290 130	16,88
ARIEGE	09	3 268 181	1 524 681	1 743 500	59	137 205	23,82
AUBE	10	3 379 881	1 375 737	2 004 144	44	292 131	11,57
AUDE	11	3 259 596	811 037	2 448 559	73	309 770	10,52
AVEYRON	12	3 657 120	763 256	2 893 864	100	263 808	13,86
BOUCHES-DU-RHONE	13	8 768 337	4 152 422	4 615 915	95	1 835 719	4,78
CALVADOS	14	7 678 101	1 577 299	6 100 802	117	648 385	11,84
CANTAL	15	2 656 495	613 584	2 042 911	133	150 778	17,62
CHARENTE	16	7 427 262	1 382 780	6 044 482	183	339 628	21,87
CHARENTE-MARITIME	17	13 469 894	2 096 908	11 372 986	308	557 024	24,18
CHER	18	3 200 624	914 428	2 286 196	56	314 428	10,18
CORREZE	19	4 949 889	991 945	3 957 944	121	232 576	21,28
CORSE-DU-SUD	2A	423 302	423 302	0	6	118 593	3,57
HAUTE-CORSE	2B	735 605	618 959	116 646	14	141 603	5,19
COTE-D'OR	21	5 552 547	1 331 394	4 221 153	110	506 755	10,96
COTES-D'ARMOR	22	7 440 363	2 122 272	5 318 091	161	542 373	13,72
CREUSE	23	4 210 750	1 105 279	3 105 471	82	124 470	33,83
DORDOGNE	24	9 245 209	1 787 397	7 457 812	221	388 293	23,81
DOUBS	25	7 800 139	1 727 919	6 072 220	228	499 062	15,63
DROME	26	13 186 679	5 609 405	7 577 274	196	437 778	30,12
EURE	27	5 603 907	911 408	4 692 499	97	541 054	10,36
EURE-ET-LOIR	28	5 152 608	1 589 536	3 563 072	81	407 665	12,64

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
de 1992 à 2006
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
FINISTERE	29	14 876 783	4 937 815	9 938 968	212	852 418	17,45
GARD	30	6 551 597	2 131 472	4 420 125	91	623 125	10,51
HAUTE-GARONNE	31	3 239 557	1 338 928	1 900 629	68	1 046 338	3,10
GERS	32	1 857 105	599 361	1 257 744	47	172 335	10,78
GIRONDE	33	12 355 791	3 232 982	9 149 809	195	1 287 334	9,60
HERAULT	34	4 994 057	633 149	4 360 908	97	896 441	5,57
ILLE-ET-VILAINE	35	15 179 632	3 518 515	11 661 117	247	867 533	17,50
INDRE	36	4 541 497	1 097 459	3 444 038	88	231 139	19,65
INDRE-ET-LOIRE	37	9 552 704	2 720 141	6 832 563	137	554 003	17,24
ISERE	38	11 529 442	4 490 716	7 038 726	194	1 094 006	10,54
JURA	39	5 922 540	1 405 632	4 516 908	141	250 857	23,61
LANDES	40	9 204 917	2 251 973	6 952 944	175	327 334	28,12
LOIR-ET-CHER	41	6 398 121	1 594 727	4 803 394	126	314 968	20,31
LOIRE	42	10 744 000	3 874 563	6 869 437	132	728 524	14,75
HAUTE-LOIRE	43	5 215 456	1 193 647	4 021 809	133	209 113	24,94
LOIRE-ATLANTIQUE	44	6 669 321	1 683 295	4 986 026	109	1 134 266	5,88
LOIRET	45	7 117 705	1 885 878	5 231 827	94	618 126	11,51
LOT	46	2 608 029	279 498	2 328 531	65	160 197	16,28
LOT-ET-GARONNE	47	6 276 510	1 584 068	4 692 442	124	305 380	20,55
LOZERE	48	787 013	377 720	409 293	19	73 509	10,71
MAINE-ET-LOIRE	49	5 913 023	1 320 989	4 592 034	148	732 942	8,07
MANCHE	50	3 793 530	664 031	3 129 499	114	481 471	7,88
MARNE	51	10 980 405	6 973 392	4 007 013	78	565 229	19,43
HAUTE-MARNE	52	4 528 249	1 155 410	3 372 839	57	194 873	23,24
MAYENNE	53	3 177 181	555 624	2 621 557	80	285 338	11,13
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	5 927 669	2 262 487	3 665 182	71	713 779	8,30
MEUSE	55	3 768 265	750 483	3 017 782	54	192 198	19,61
MORBIHAN	56	12 724 411	3 478 313	9 246 098	205	643 873	19,76
MOSELLE	57	6 944 109	2 159 870	4 784 239	72	1 023 447	6,79
NIEVRE	58	2 514 634	436 048	2 078 586	78	225 198	11,17

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
de 1992 à 2006
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
NORD	59	8 635 989	4 018 238	4 617 751	118	2 555 020	3,38
OISE	60	2 736 257	561 553	2 174 704	72	766 441	3,57
ORNE	61	5 444 626	875 722	4 568 904	134	292 337	18,62
PAS-DE-CALAIS	62	11 151 776	3 864 172	7 287 604	223	1 441 568	7,74
PUY-DE-DOME	63	5 014 016	2 143 658	2 870 358	112	604 266	8,30
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	10 352 641	2 505 990	7 846 651	142	600 018	17,25
HAUTES-PYRENEES	65	2 324 421	516 303	1 808 118	40	222 368	10,45
PYRENEES-ORIENTALES	66	3 562 141	952 379	2 609 762	80	392 803	9,07
BAS-RHIN	67	4 895 164	1 307 518	3 587 646	100	1 026 120	4,77
HAUT-RHIN	68	4 355 374	700 702	3 654 672	90	708 025	6,15
RHONE	69	12 009 344	4 580 200	7 429 144	172	1 578 869	7,61
HAUTE-SAONE	70	4 563 896	1 136 315	3 427 581	150	229 732	19,87
SAONE-ET-LOIRE	71	3 516 198	660 436	2 855 762	112	544 893	6,45
SARTHE	72	4 088 582	489 149	3 599 433	119	529 851	7,72
SAVOIE	73	6 649 519	1 908 236	4 741 283	81	373 258	17,81
HAUTE-SAVOIE	74	3 779 413	1 627 095	2 152 318	68	631 679	5,98
PARIS	75	1 090 998	438 193	652 805	19	2 125 246	0,51
SEINE-MARITIME	76	11 395 946	2 765 724	8 630 222	175	1 239 138	9,20
SEINE-ET-MARNE	77	8 261 328	1 632 977	6 628 351	146	1 193 767	6,92
YVELINES	78	7 780 711	1 816 599	5 964 112	102	1 354 304	5,75
DEUX-SEVRES	79	6 144 527	1 248 655	4 895 872	152	344 392	17,84
SOMME	80	1 451 745	376 498	1 075 247	39	555 551	2,61
TARN	81	3 375 501	1 040 368	2 335 133	88	343 402	9,83
TARN-ET-GARONNE	82	1 712 005	505 945	1 206 060	56	206 034	8,31
VAR	83	7 472 661	2 733 803	4 738 858	99	898 441	8,32
VAUCLUSE	84	6 088 725	1 833 301	4 255 424	72	499 685	12,19
VENDEE	85	6 039 161	1 371 678	4 667 483	119	539 664	11,19
Vienne	86	5 793 359	930 531	4 862 828	186	399 024	14,52
HAUTE-VIENNE	87	3 951 226	863 635	3 087 591	111	353 893	11,17
VOSGES	88	3 573 068	808 701	2 764 367	47	380 952	9,38

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
de 1992 à 2006
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
YONNE	89	3 337 080	557 352	2 779 728	101	333 221	10,01
TERRITOIRE-DE-BELFORT	90	1 362 625	579 868	782 757	27	137 408	9,92
ESSONNE	91	7 051 877	1 011 847	6 040 030	105	1 134 238	6,22
HAUTS-DE-SEINE	92	6 723 139	1 859 397	4 863 742	55	1 428 881	4,71
SEINE-SAINT-DENIS	93	5 934 605	874 839	5 059 766	77	1 382 861	4,29
VAL-DE-MARNE	94	5 672 036	972 568	4 699 468	55	1 227 250	4,62
VAL-D'OISE	95	8 267 319	1 676 461	6 590 858	113	1 105 464	7,48
GUADELOUPE	971	200 360	75 382	124 978	5	422 496	0,47
MARTINIQUE	972	1 906 404	698 666	1 207 738	25	381 427	5,00
GUYANE	973	421 635	113 553	308 082	6	157 213	2,68
REUNION	974	2 043 636	612 726	1 430 910	15	706 300	2,89
TOTAL		513 553 821	148 416 710	365 137 111	10 551		

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
de 1992 à 2006
(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ILLE-ET-VILAINE	35	15 179 632	3 518 515	11 661 117	247	867 533	17,50
FINISTERE	29	14 876 783	4 937 815	9 938 968	212	852 418	17,45
CHARENTE-MARITIME	17	13 469 894	2 096 908	11 372 986	308	557 024	24,18
DROME	26	13 186 679	5 609 405	7 577 274	196	437 778	30,12
MORBIHAN	56	12 724 411	3 478 313	9 246 098	205	643 873	19,76
GIRONDE	33	12 355 791	3 232 982	9 149 809	195	1 287 334	9,60
RHONE	69	12 009 344	4 580 200	7 429 144	172	1 578 869	7,61
ISERE	38	11 529 442	4 490 716	7 038 726	194	1 094 006	10,54
SEINE-MARITIME	76	11 395 946	2 765 724	8 630 222	175	1 239 138	9,20
PAS-DE-CALAIS	62	11 151 776	3 864 172	7 287 604	223	1 441 568	7,74
MARNE	51	10 980 405	6 973 392	4 007 013	78	565 229	19,43
LOIRE	42	10 744 000	3 874 563	6 869 437	132	728 524	14,75
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	10 352 641	2 505 990	7 846 651	142	600 018	17,25
AIN	01	10 159 325	2 052 612	8 106 713	226	515 270	19,72
ARDECHE	07	10 143 607	2 146 101	7 997 506	223	286 023	35,46
INDRE-ET-LOIRE	37	9 552 704	2 720 141	6 832 563	137	554 003	17,24
DORDOGNE	24	9 245 209	1 787 397	7 457 812	221	388 293	23,81
LANDES	40	9 204 917	2 251 973	6 952 944	175	327 334	28,12
BOUCHES-DU-RHONE	13	8 768 337	4 152 422	4 615 915	95	1 835 719	4,78
NORD	59	8 635 989	4 018 238	4 617 751	118	2 555 020	3,38
VAL-D'OISE	95	8 267 319	1 676 461	6 590 858	113	1 105 464	7,48
SEINE-ET-MARNE	77	8 261 328	1 632 977	6 628 351	146	1 193 767	6,92
DOUBS	25	7 800 139	1 727 919	6 072 220	228	499 062	15,63
YVELINES	78	7 780 711	1 816 599	5 964 112	102	1 354 304	5,75
CALVADOS	14	7 678 101	1 577 299	6 100 802	117	648 385	11,84
VAR	83	7 472 661	2 733 803	4 738 858	99	898 441	8,32
COTES-D'ARMOR	22	7 440 363	2 122 272	5 318 091	161	542 373	13,72
CHARENTE	16	7 427 262	1 382 780	6 044 482	183	339 628	21,87
LOIRET	45	7 117 705	1 885 878	5 231 827	94	618 126	11,51
ESSONNE	91	7 051 877	1 011 847	6 040 030	105	1 134 238	6,22

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
de 1992 à 2006
(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
MOSELLE	57	6 944 109	2 159 870	4 784 239	72	1 023 447	6,79
HAUTS-DE-SEINE	92	6 723 139	1 859 397	4 863 742	55	1 428 881	4,71
LOIRE-ATLANTIQUE	44	6 669 321	1 683 295	4 986 026	109	1 134 266	5,88
SAVOIE	73	6 649 519	1 908 236	4 741 283	81	373 258	17,81
GARD	30	6 551 597	2 131 472	4 420 125	91	623 125	10,51
LOIR-ET-CHER	41	6 398 121	1 594 727	4 803 394	126	314 968	20,31
LOT-ET-GARONNE	47	6 276 510	1 584 068	4 692 442	124	305 380	20,55
DEUX-SEVRES	79	6 144 527	1 248 655	4 895 872	152	344 392	17,84
VAUCLUSE	84	6 088 725	1 833 301	4 255 424	72	499 685	12,19
VENDEE	85	6 039 161	1 371 678	4 667 483	119	539 664	11,19
SEINE-SAINT-DENIS	93	5 934 605	874 839	5 059 766	77	1 382 861	4,29
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	5 927 669	2 262 487	3 665 182	71	713 779	8,30
JURA	39	5 922 540	1 405 632	4 516 908	141	250 857	23,61
MAINE-ET-LOIRE	49	5 913 023	1 320 989	4 592 034	148	732 942	8,07
VIENNE	86	5 793 359	930 531	4 862 828	186	399 024	14,52
VAL-DE-MARNE	94	5 672 036	972 568	4 699 468	55	1 227 250	4,62
EURE	27	5 603 907	911 408	4 692 499	97	541 054	10,36
COTE-D'OR	21	5 552 547	1 331 394	4 221 153	110	506 755	10,96
ORNE	61	5 444 626	875 722	4 568 904	134	292 337	18,62
ALPES-MARITIMES	06	5 354 538	2 401 474	2 953 064	66	1 011 326	5,29
HAUTE-LOIRE	43	5 215 456	1 193 647	4 021 809	133	209 113	24,94
EURE-ET-LOIR	28	5 152 608	1 589 536	3 563 072	81	407 665	12,64
PUY-DE-DOME	63	5 014 016	2 143 658	2 870 358	112	604 266	8,30
HERAULT	34	4 994 057	633 149	4 360 908	97	896 441	5,57
CORREZE	19	4 949 889	991 945	3 957 944	121	232 576	21,28
ARDENNES	08	4 896 145	1 924 366	2 971 779	77	290 130	16,88
BAS-RHIN	67	4 895 164	1 307 518	3 587 646	100	1 026 120	4,77
HAUTE-SAONE	70	4 563 896	1 136 315	3 427 581	150	229 732	19,87
INDRE	36	4 541 497	1 097 459	3 444 038	88	231 139	19,65
HAUTE-MARNE	52	4 528 249	1 155 410	3 372 839	57	194 873	23,24

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
de 1992 à 2006
(classement par montant de subvention)

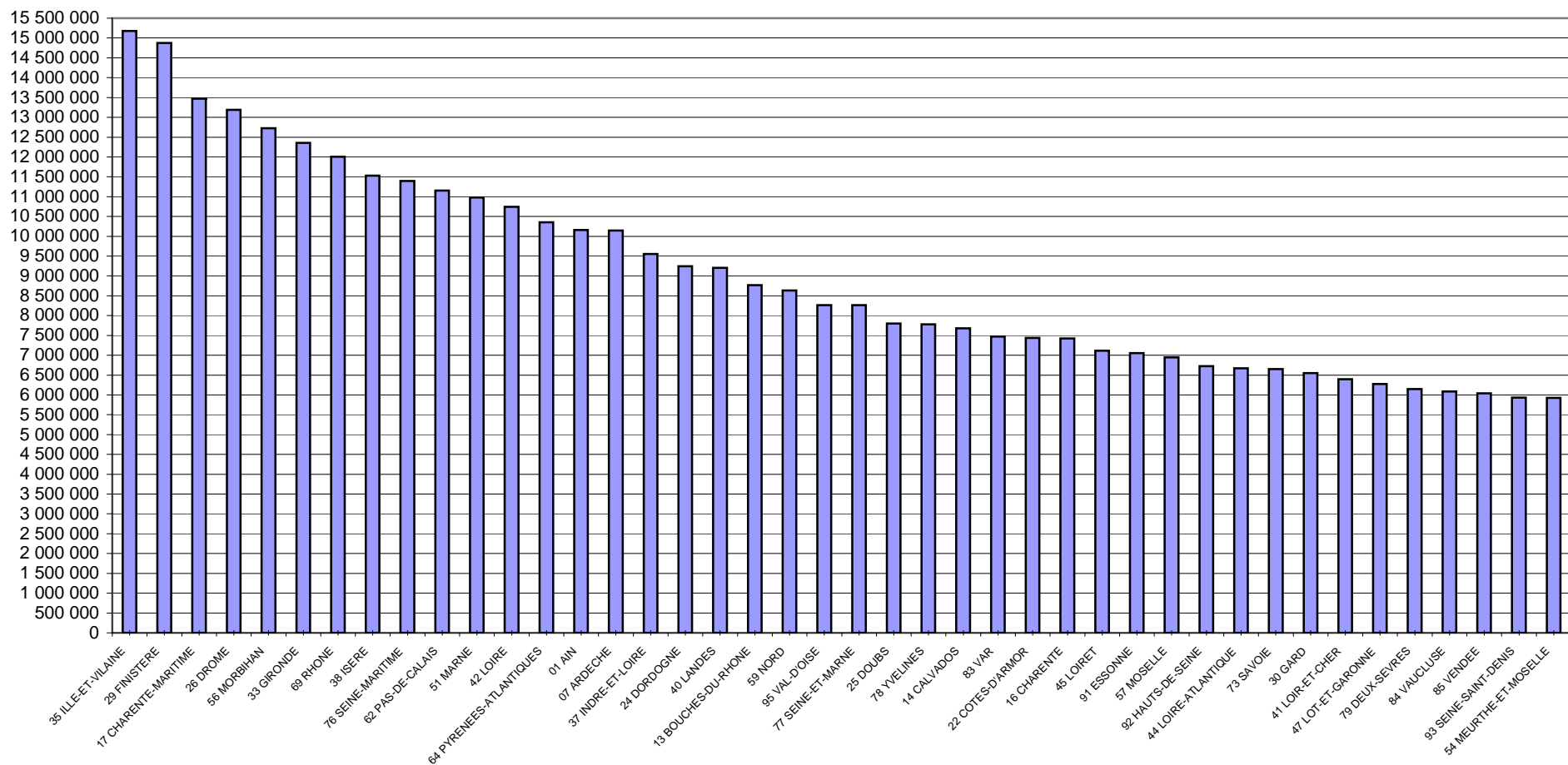
DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
HAUT-RHIN	68	4 355 374	700 702	3 654 672	90	708 025	6,15
CREUSE	23	4 210 750	1 105 279	3 105 471	82	124 470	33,83
SARTHE	72	4 088 582	489 149	3 599 433	119	529 851	7,72
HAUTE-VIENNE	87	3 951 226	863 635	3 087 591	111	353 893	11,17
AISNE	02	3 864 365	894 137	2 970 228	78	535 842	7,21
MANCHE	50	3 793 530	664 031	3 129 499	114	481 471	7,88
HAUTE-SAVOIE	74	3 779 413	1 627 095	2 152 318	68	631 679	5,98
MEUSE	55	3 768 265	750 483	3 017 782	54	192 198	19,61
AVEYRON	12	3 657 120	763 256	2 893 864	100	263 808	13,86
VOSGES	88	3 573 068	808 701	2 764 367	47	380 952	9,38
PYRENEES-ORIENTALES	66	3 562 141	952 379	2 609 762	80	392 803	9,07
SAONE-ET-LOIRE	71	3 516 198	660 436	2 855 762	112	544 893	6,45
AUBE	10	3 379 881	1 375 737	2 004 144	44	292 131	11,57
TARN	81	3 375 501	1 040 368	2 335 133	88	343 402	9,83
YONNE	89	3 337 080	557 352	2 779 728	101	333 221	10,01
ARIEGE	09	3 268 181	1 524 681	1 743 500	59	137 205	23,82
AUDE	11	3 259 596	811 037	2 448 559	73	309 770	10,52
HAUTE-GARONNE	31	3 239 557	1 338 928	1 900 629	68	1 046 338	3,10
CHER	18	3 200 624	914 428	2 286 196	56	314 428	10,18
MAYENNE	53	3 177 181	555 624	2 621 557	80	285 338	11,13
ALLIER	03	2 785 359	720 236	2 065 123	51	344 721	8,08
OISE	60	2 736 257	561 553	2 174 704	72	766 441	3,57
CANTAL	15	2 656 495	613 584	2 042 911	133	150 778	17,62
LOT	46	2 608 029	279 498	2 328 531	65	160 197	16,28
NIEVRE	58	2 514 634	436 048	2 078 586	78	225 198	11,17
HAUTES-ALPES	05	2 335 893	1 039 227	1 296 666	47	121 419	19,24
HAUTES-PYRENEES	65	2 324 421	516 303	1 808 118	40	222 368	10,45
REUNION	974	2 043 636	612 726	1 430 910	15	706 300	2,89
MARTINIQUE	972	1 906 404	698 666	1 207 738	25	381 427	5,00
GERS	32	1 857 105	599 361	1 257 744	47	172 335	10,78

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
de 1992 à 2006
(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
TARN-ET-GARONNE	82	1 712 005	505 945	1 206 060	56	206 034	8,31
SOMME	80	1 451 745	376 498	1 075 247	39	555 551	2,61
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	1 379 283	571 290	807 993	39	139 561	9,88
TERRITOIRE-DE-BELFORT	90	1 362 625	579 868	782 757	27	137 408	9,92
PARIS	75	1 090 998	438 193	652 805	19	2 125 246	0,51
LOZERE	48	787 013	377 720	409 293	19	73 509	10,71
HAUTE-CORSE	2B	735 605	618 959	116 646	14	141 603	5,19
CORSE-DU-SUD	2A	423 302	423 302	0	6	118 593	3,57
GUYANE	973	421 635	113 553	308 082	6	157 213	2,68
GUADELOUPE	971	200 360	75 382	124 978	5	422 496	0,47
TOTAL		455 424 464	136 903 085	318 521 379	10 551		

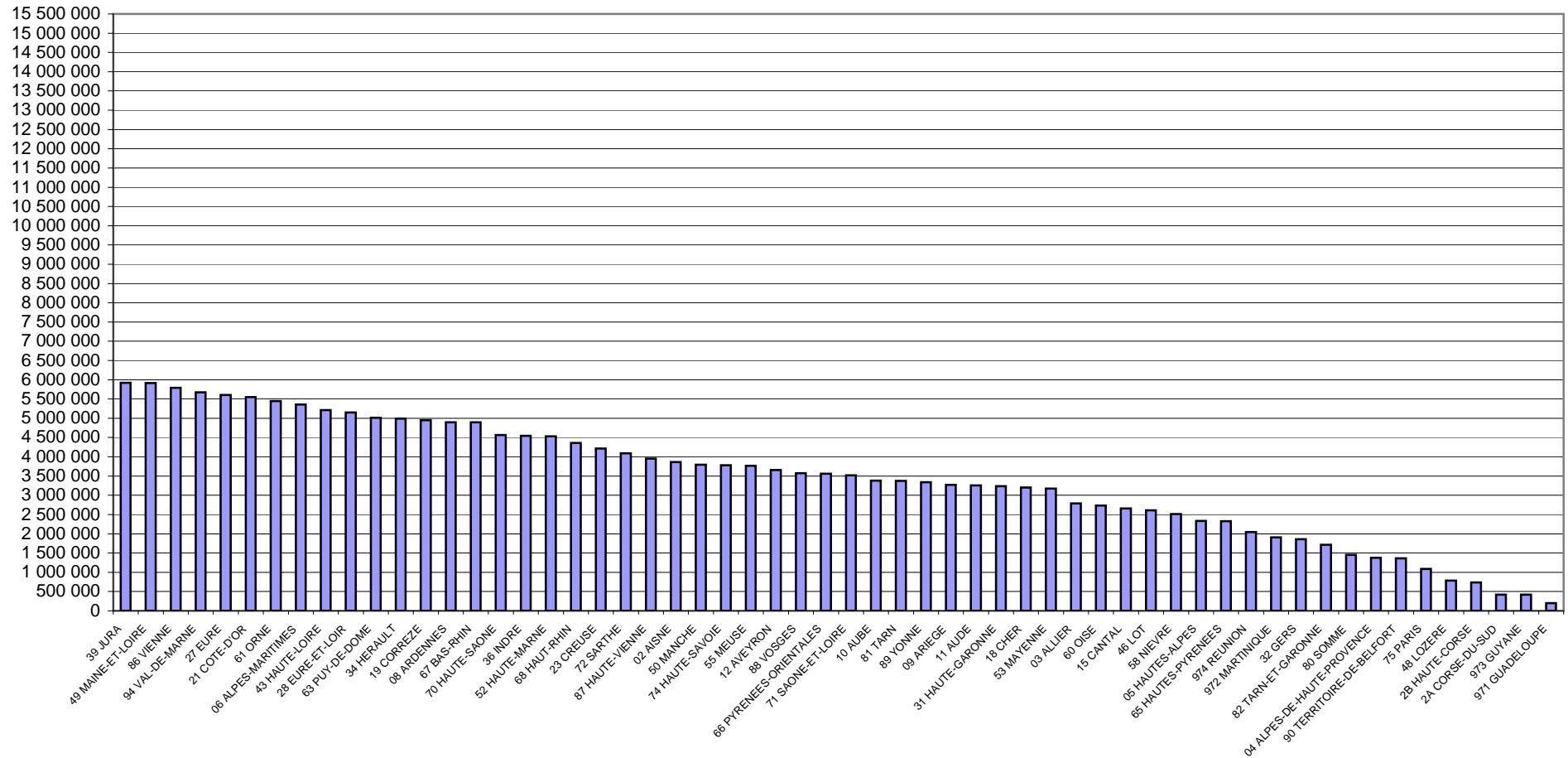
**Montant cumulé des subventions FISAC
par département de 1992 à 2006
(en euros)**

en €



**Montant cumulé des subventions FISAC
par département de 1992 à 2005
(en euros)**

en €



REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
de 1992 à 2006

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ARDECHE	07	10 143 607	2 146 101	7 997 506	223	286 023	35,46
CREUSE	23	4 210 750	1 105 279	3 105 471	82	124 470	33,83
DROME	26	13 186 679	5 609 405	7 577 274	196	437 778	30,12
LANDES	40	9 204 917	2 251 973	6 952 944	175	327 334	28,12
HAUTE-LOIRE	43	5 215 456	1 193 647	4 021 809	133	209 113	24,94
CHARENTE-MARITIME	17	13 469 894	2 096 908	11 372 986	308	557 024	24,18
ARIEGE	09	3 268 181	1 524 681	1 743 500	59	137 205	23,82
DORDOGNE	24	9 245 209	1 787 397	7 457 812	221	388 293	23,81
JURA	39	5 922 540	1 405 632	4 516 908	141	250 857	23,61
HAUTE-MARNE	52	4 528 249	1 155 410	3 372 839	57	194 873	23,24
CHARENTE	16	7 427 262	1 382 780	6 044 482	183	339 628	21,87
CORREZE	19	4 949 889	991 945	3 957 944	121	232 576	21,28
LOT-ET-GARONNE	47	6 276 510	1 584 068	4 692 442	124	305 380	20,55
LOIR-ET-CHER	41	6 398 121	1 594 727	4 803 394	126	314 968	20,31
HAUTE-SAONE	70	4 563 896	1 136 315	3 427 581	150	229 732	19,87
MORBIHAN	56	12 724 411	3 478 313	9 246 098	205	643 873	19,76
AIN	01	10 159 325	2 052 612	8 106 713	226	515 270	19,72
INDRE	36	4 541 497	1 097 459	3 444 038	88	231 139	19,65
MEUSE	55	3 768 265	750 483	3 017 782	54	192 198	19,61
MARNE	51	10 980 405	6 973 392	4 007 013	78	565 229	19,43
HAUTES-ALPES	05	2 335 893	1 039 227	1 296 666	47	121 419	19,24
ORNE	61	5 444 626	875 722	4 568 904	134	292 337	18,62
DEUX-SEVRES	79	6 144 527	1 248 655	4 895 872	152	344 392	17,84
SAVOIE	73	6 649 519	1 908 236	4 741 283	81	373 258	17,81
CANTAL	15	2 656 495	613 584	2 042 911	133	150 778	17,62
ILLE-ET-VILAINE	35	15 179 632	3 518 515	11 661 117	247	867 533	17,50
FINISTERE	29	14 876 783	4 937 815	9 938 968	212	852 418	17,45
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	10 352 641	2 505 990	7 846 651	142	600 018	17,25
INDRE-ET-LOIRE	37	9 552 704	2 720 141	6 832 563	137	554 003	17,24
ARDENNES	08	4 896 145	1 924 366	2 971 779	77	290 130	16,88
LOT	46	2 608 029	279 498	2 328 531	65	160 197	16,28

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
de 1992 à 2006

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
DOUBS	25	7 800 139	1 727 919	6 072 220	228	499 062	15,63
LOIRE	42	10 744 000	3 874 563	6 869 437	132	728 524	14,75
VIENNE	86	5 793 359	930 531	4 862 828	186	399 024	14,52
AVEYRON	12	3 657 120	763 256	2 893 864	100	263 808	13,86
COTES-D'ARMOR	22	7 440 363	2 122 272	5 318 091	161	542 373	13,72
EURE-ET-LOIR	28	5 152 608	1 589 536	3 563 072	81	407 665	12,64
VAUCLUSE	84	6 088 725	1 833 301	4 255 424	72	499 685	12,19
CALVADOS	14	7 678 101	1 577 299	6 100 802	117	648 385	11,84
AUBE	10	3 379 881	1 375 737	2 004 144	44	292 131	11,57
LOIRET	45	7 117 705	1 885 878	5 231 827	94	618 126	11,51
VENDEE	85	6 039 161	1 371 678	4 667 483	119	539 664	11,19
NIEVRE	58	2 514 634	436 048	2 078 586	78	225 198	11,17
HAUTE-VIENNE	87	3 951 226	863 635	3 087 591	111	353 893	11,17
MAYENNE	53	3 177 181	555 624	2 621 557	80	285 338	11,13
COTE-D'OR	21	5 552 547	1 331 394	4 221 153	110	506 755	10,96
GERS	32	1 857 105	599 361	1 257 744	47	172 335	10,78
LOZERE	48	787 013	377 720	409 293	19	73 509	10,71
ISERE	38	11 529 442	4 490 716	7 038 726	194	1 094 006	10,54
AUDE	11	3 259 596	811 037	2 448 559	73	309 770	10,52
GARD	30	6 551 597	2 131 472	4 420 125	91	623 125	10,51
HAUTES-PYRENEES	65	2 324 421	516 303	1 808 118	40	222 368	10,45
EURE	27	5 603 907	911 408	4 692 499	97	541 054	10,36
CHER	18	3 200 624	914 428	2 286 196	56	314 428	10,18
YONNE	89	3 337 080	557 352	2 779 728	101	333 221	10,01
TERRITOIRE-DE-BELFORT	90	1 362 625	579 868	782 757	27	137 408	9,92
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	1 379 283	571 290	807 993	39	139 561	9,88
TARN	81	3 375 501	1 040 368	2 335 133	88	343 402	9,83
GIRONDE	33	12 355 791	3 232 982	9 149 809	195	1 287 334	9,60
VOSGES	88	3 573 068	808 701	2 764 367	47	380 952	9,38
SEINE-MARITIME	76	11 395 946	2 765 724	8 630 222	175	1 239 138	9,20

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
de 1992 à 2006

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
PYRENEES-ORIENTALES	66	3 562 141	952 379	2 609 762	80	392 803	9,07
VAR	83	7 472 661	2 733 803	4 738 858	99	898 441	8,32
TARN-ET-GARONNE	82	1 712 005	505 945	1 206 060	56	206 034	8,31
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	5 927 669	2 262 487	3 665 182	71	713 779	8,30
PUY-DE-DOME	63	5 014 016	2 143 658	2 870 358	112	604 266	8,30
ALLIER	03	2 785 359	720 236	2 065 123	51	344 721	8,08
MAINE-ET-LOIRE	49	5 913 023	1 320 989	4 592 034	148	732 942	8,07
MANCHE	50	3 793 530	664 031	3 129 499	114	481 471	7,88
PAS-DE-CALAIS	62	11 151 776	3 864 172	7 287 604	223	1 441 568	7,74
SARTHE	72	4 088 582	489 149	3 599 433	119	529 851	7,72
RHONE	69	12 009 344	4 580 200	7 429 144	172	1 578 869	7,61
VAL-D'OISE	95	8 267 319	1 676 461	6 590 858	113	1 105 464	7,48
AISNE	02	3 864 365	894 137	2 970 228	78	535 842	7,21
SEINE-ET-MARNE	77	8 261 328	1 632 977	6 628 351	146	1 193 767	6,92
MOSELLE	57	6 944 109	2 159 870	4 784 239	72	1 023 447	6,79
SAONE-ET-LOIRE	71	3 516 198	660 436	2 855 762	112	544 893	6,45
ESSONNE	91	7 051 877	1 011 847	6 040 030	105	1 134 238	6,22
HAUT-RHIN	68	4 355 374	700 702	3 654 672	90	708 025	6,15
HAUTE-SAVOIE	74	3 779 413	1 627 095	2 152 318	68	631 679	5,98
LOIRE-ATLANTIQUE	44	6 669 321	1 683 295	4 986 026	109	1 134 266	5,88
YVELINES	78	7 780 711	1 816 599	5 964 112	102	1 354 304	5,75
HERAULT	34	4 994 057	633 149	4 360 908	97	896 441	5,57
ALPES-MARITIMES	06	5 354 538	2 401 474	2 953 064	66	1 011 326	5,29
HAUTE-CORSE	2B	735 605	618 959	116 646	14	141 603	5,19
MARTINIQUE	972	1 906 404	698 666	1 207 738	25	381 427	5,00
BOUCHES-DU-RHONE	13	8 768 337	4 152 422	4 615 915	95	1 835 719	4,78
BAS-RHIN	67	4 895 164	1 307 518	3 587 646	100	1 026 120	4,77
HAUTS-DE-SEINE	92	6 723 139	1 859 397	4 863 742	55	1 428 881	4,71
VAL-DE-MARNE	94	5 672 036	972 568	4 699 468	55	1 227 250	4,62
SEINE-SAINT-DENIS	93	5 934 605	874 839	5 059 766	77	1 382 861	4,29
OISE	60	2 736 257	561 553	2 174 704	72	766 441	3,57

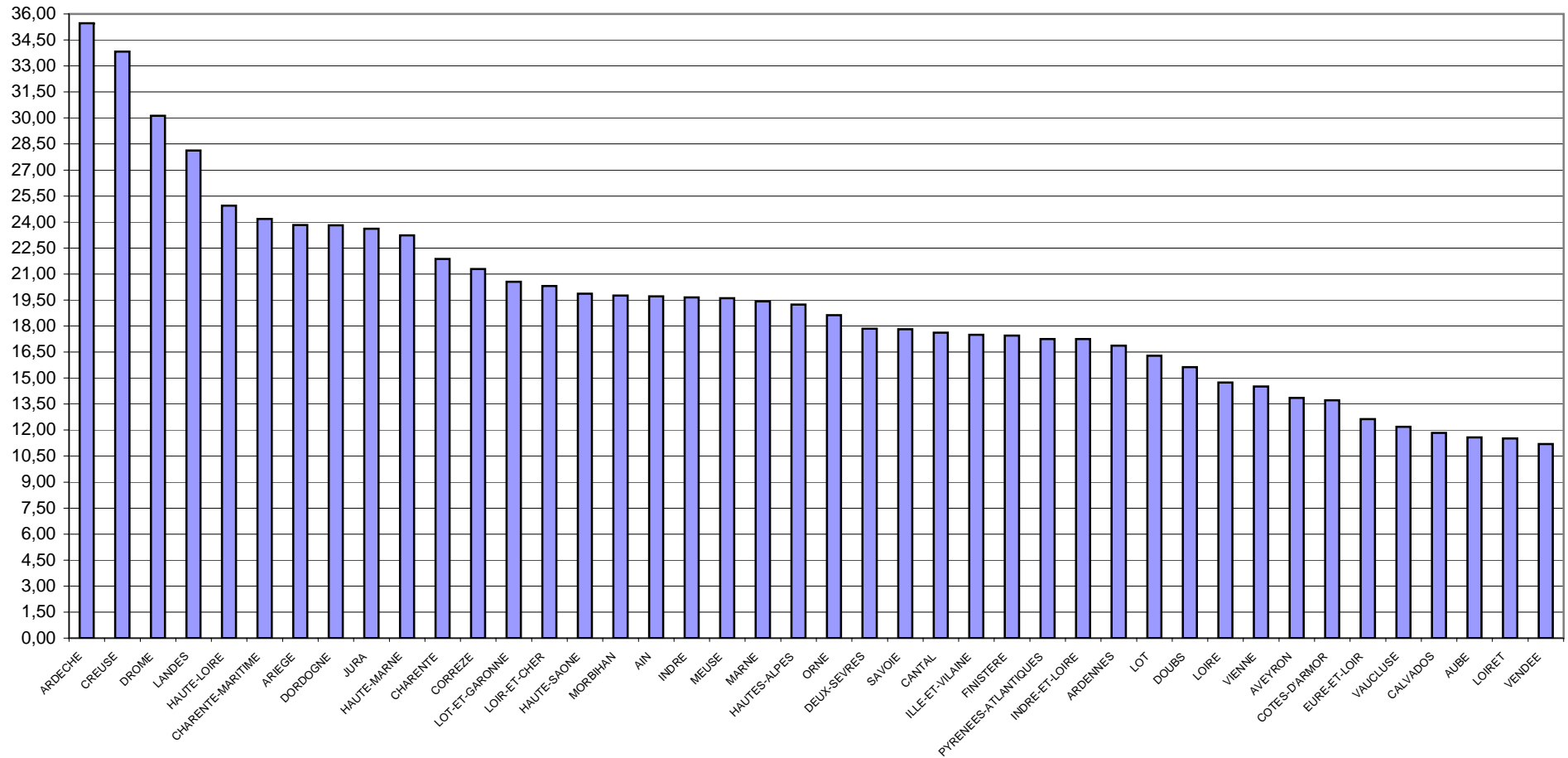
REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
de 1992 à 2006

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
CORSE-DU-SUD	2A	423 302	423 302	0	6	118 593	3,57
NORD	59	8 635 989	4 018 238	4 617 751	118	2 555 020	3,38
HAUTE-GARONNE	31	3 239 557	1 338 928	1 900 629	68	1 046 338	3,10
REUNION	974	2 043 636	612 726	1 430 910	15	706 300	2,89
GUYANE	973	421 635	113 553	308 082	6	157 213	2,68
SOMME	80	1 451 745	376 498	1 075 247	39	555 551	2,61
PARIS	75	1 090 998	438 193	652 805	19	2 125 246	0,51
GUADELOUPE	971	200 360	75 382	124 978	5	422 496	0,47
TOTAL		455 424 464	136 903 085	318 521 379	10 551		

**Subventions FISAC
par département de 1992 à 2006
(montant par habitant)**

en €



**Subvention FISAC
par département de 1992 à 2006
(montant par habitant)**

en €

